

Samedi
28 novembre
17h30
9 Espace
Charenton

SELMA LABIB 2027

MEETING
central à Paris

Selma LABIB

Gaël QUIRANTE

RÉVOLUTIONNAIRES

64 1^{er} OCTOBRE 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Le pouvoir craint
notre **révolte**,
donnons-lui
raison !

LES LYCÉENNES
ET LYCÉENS

OUVRENT LA VOIE !

ÉDITORIAL

Après le succès des mobilisations du 29 septembre

Mardi 29 septembre, les fonctionnaires ont fait grève et manifesté pour des moyens et contre le blocage de leur salaire. Des cheminots, des métallos, des postiers, des salariés de la chimie, du public comme du privé, ont tenu à participer. Les pompiers de tout le pays ont occupé le Champ-de-Mars à Paris pendant deux jours et rejoint par milliers la manifestation de la capitale pour crier leur colère après cet été caniculaire où ils ont été envoyés en première ligne sans moyens. Toute la semaine, des lycéens des quartiers les plus défavorisés ont fait grève ou bloqué leur établissement pour dénoncer leurs conditions d'étude et refuser la sélection par le fric. Oui, il est temps de s'y mettre tous ensemble, non seulement pour empêcher les flics de casser les dents des lycéens, mais pour enfin « vivre et pas survivre » !

LA GUERRE DES PRIX NE SE MÈNE PAS CONTRE LES PEUPLES MAIS CONTRE LES CAPITALISTES

Jeudi 24 septembre, à la télé, Macron a annoncé l'envoi de soldats en Arabie saoudite. Il se justifie en expliquant qu'il fait tout pour contenir les prix de l'essence qui non seulement empêchent bon nombre d'entre nous de faire le plein, mais pèsent sur les prix alimentaires déjà à la hausse.

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org

INSTAGRAM | X (TWITTER) : @npa_revo

YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

POLITIQUE	<i>p. 1 à 4</i>	INTERNATIONAL	<i>p. 5 à 7</i>	DOSSIER	<i>p. 8-9</i>	PREMIÈRES LIGNES	<i>p. 10 à 14</i>	CULTURE	<i>p. 15</i>	NPA JEUNES-R	<i>p. 16</i>
Éditorial Après le succès des mobilisations du 29 septembre : le pouvoir craint notre révolte, donnons-lui raison ! Non à l'intervention en Arabie saoudite : troupes françaises hors du Moyen-Orient ! Pour Macron aussi, l'ennemi principal est dans son propre pays Une écologie vert-kaki!	Le budget 2027 pro-patronal et ses conséquences Dans l'Eure, le 3 octobre, mobilisation internationale contre les capitalistes de l'agrochimie « Laïcs » ou pas, Paris vaut bien une messe La police tue... comme c'est pas permis ! Loi intégrale : et maintenant ?	Élections régionales en Allemagne : le gouvernement fédéral en plein pétrin Le Groenland pris en état Duel de mots creux aux Nations unies Législatives en fédération de Russie : une « fraction parlementaire de guerre » à la Douma Trump : l'employé le mieux payé de l'année Yémen : encore un terrain de jeu des puissances impérialistes État espagnol : de quoi Maricarmen est-elle le nom ?	LES PRIX AUGMENTENT, LES SALAIRES DOIVENT SUIVRE Des salaires déjà bien trop rongés par la hausse des prix Face à la flambée des prix, la démerde en attendant mieux « Si même nous les smicards on n'y a pas droit ? C'est vraiment du foutage de gueule »					Podcast Multinationales, l'histoire de ces entreprises qui nous gouvernent		Mobilisation lycéenne : le mouvement s'accélère et tente de s'organiser	
						HISTOIRE	<i>p. 14</i>		<i>p. 15</i>		
						AZF : 25 ans après, les mémoires restent vives		VIE DU PARTI			
								À Berlin, en Allemagne, nos camarades du RSO dans la campagne des régionales			

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

La guerre pour contenir les prix ? Sauf que la hausse actuelle est un produit de la guerre des États-Unis et Israël contre l'Iran, agression que Macron renforce pour les intérêts des pétroliers français. Notre pouvoir d'achat, il s'en moque !

Il y aurait pourtant des mesures simples : augmenter les salaires, bloquer les prix. Mais cela amputerait les profits des capitalistes et le rôle de Macron est au contraire de leur permettre de gonfler : la France est désormais sur la deuxième marche du podium des dividendes avec 61 milliards d'euros versés aux actionnaires.

GUERRE AUX PLUS FRAGILES

Lecornu prétend économiser 54 milliards sur le prochain budget. Pas en puisant sur ces dividendes, ni dans les 211 milliards d'exonérations et subventions au bénéfice des patrons. Mais en gelant les pensions des retraités, en gelant une nouvelle fois l'indice des fonctionnaires ainsi que les aides au logement ; en faisant la chasse aux arrêts maladie ; en imposant un délai de carence aux travailleurs étrangers pour l'ouverture de droits. Les hôpitaux sont dans un état lamentable ? Pareil pour les écoles ? Ils devront aussi se serrer la ceinture, comme tous les services publics. Mais pas le ministère des Armées, ni ceux de l'Intérieur ou la Justice qui doivent pouvoir s'en prendre à ces pauvres qui pourraient finir par se révolter.

NE PAS NOUS CONTENTER DE CRIER NOTRE COLÈRE, MAIS PRÉPARER UNE LUTTE D'ENSEMBLE

C'est bien cette révolte que craint le pouvoir : le spectre des Gilets jaunes lui fait peur, et il a bien raison !

Compter sur l'élection présidentielle pour résoudre au moins une partie de nos problèmes serait un mauvais calcul. D'abord, mai, c'est loin : dans quel état sera notre budget à nous ? Ensuite cela laisserait croire à tous les candidats qui rêvent de gouverner pour le plus grand profit des patrons que nous sommes prêts à attendre patiemment que le « salut » vienne d'en haut.

Nous devons au contraire manifester notre impatience et notre colère par tous les moyens. La journée réussie de mardi dernier ne sera utile que si elle marque le début de la riposte à la guerre que nous mènent le patronat et le gouvernement. Les lycéens poursuivent leur mouvement, qui s'amplifie de jour en jour. Les pompiers ne lâchent rien. On parle d'une nouvelle mobilisation des Gilets jaunes le 17 octobre. Tout ce qui va vers une convergence de toutes les luttes est à prendre.

Nous devons discuter sur nos lieux de travail pour participer à ce qui pourrait devenir un mouvement d'ensemble. Pour nos salaires, pour nos conditions de travail, pour l'avenir des nos enfants, il faut qu'il y ait des suites. Et, si les syndicats se refusent à l'organiser, il nous faudra le faire nous-mêmes.

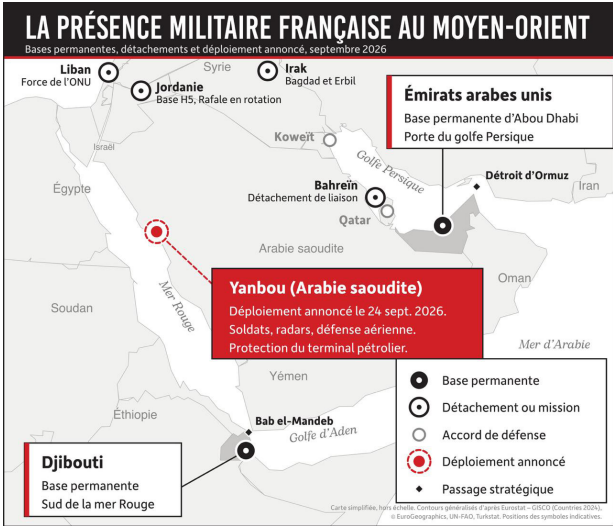
• 28/09/2026

Non à l'intervention en Arabie saoudite : troupes françaises hors du Moyen-Orient !

Macron avait déjà mis des moyens militaires en appui de l'agression américaine contre l'Iran : porte-avions en Méditerranée, mise à disposition des bases françaises dans le sud du pays pour l'aviation américaine, etc. L'envoi annoncé de matériel et de soldats pour défendre le port pétrolier de Yanbou en Arabie saoudite signe une véritable fuite en avant, un engagement de l'impérialisme français en tant que belligérant aux côtés du grand frère américain en soutien à la monarchie réactionnaire.

Si l'armée française prend pied à Yanbou, cela complètera un dispositif d'ingérence impérialiste contre les peuples du Moyen-Orient, dont la base militaire aux Émirats arabes unis sur le Golfe persique et celle de Djibouti sur la mer Rouge. Une telle intervention ne fera certainement pas baisser les prix à la pompe en France, contrairement aux mensonges de Macron, mais elle permettra à Total et d'autres groupes capitalistes français de se positionner pour les marchés de la région dans l'avenir.

Mélenchon a réagi de manière ambiguë : « Pas question de devenir belligérant. » Fort bien, mais ne pas participer à cette sale guerre dirigée par les États-Unis au profit des capitalistes, y compris français, implique de retirer (et pas d'ajouter) les troupes de la région. Or Mélenchon ajoute : « L'Assemblée doit voter sur le sujet. » Une assemblée composée aux deux tiers de macronistes et de lepénistes ? Elle se mettra vite d'accord pour continuer le pillage du Moyen-Orient.



Les travailleurs et les travailleuses, à défaut d'être pour l'instant assez mobilisés pour empêcher cette intervention par la grève, peuvent au moins refuser que cette escalade se fasse en leur nom, par des rassemblements et manifestations.

RAPHAËL PRESTON

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 64 • 1^{er} OCTOBRE 2026 • 2 EUROS

ÉDITÉ

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »
ASSOCIATION LOI DE 1901.
ADRESSE : BP 10147, 75562 PARIS CEDEX 12
BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER,
AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION
AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0528D11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT
30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE
TÉL. : 01 49 63 66 66

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN
12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

• PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)
npa-revolutionnaires.org/abonnement



• PAR CHÈQUE
À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"
ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP10147, 75562 PARIS CEDEX 12

Le budget 2027 pro-patronal et ses conséquences

54 milliards d'économies sur les services utiles aux travailleurs pour pouvoir arroser les patrons (211 milliards de subventions), les banques (le service de la dette est devenu la première dépense de l'État) et la guerre (pour engraisser les marchands de canons et massacrer les peuples). Révolutionnaires a déjà révélé les 10 % d'économies criminelles, rétroactives sur 2026, dans le Samu social. Deux nouveaux exemples cette semaine.

QUAND LA SÉCURITÉ SOCIALE MANQUE À LA PREMIÈRE DE SES FONCTIONS

Des millions de travailleurs en arrêt maladie reçoivent leurs indemnités journalières (IJ) avec des mois de retard... et sont donc laissés sans aucune ressource pendant des mois !

Toutes les caisses (CPAM) annoncent un retard conséquent de traitement des IJ. C'est la conséquence directe des suppressions de postes qui ont cours depuis plusieurs années : deux tiers des départs ne sont plus renouvelés, les centres ferment, les lignes téléphoniques sont surchargées et on en vient à faire des « opérations coup de poing » où des agents sont extraits de leur service initial pour éponger le retard. Mais c'est aussi dû à l'obsession de la « fraude aux prestations sociales » qui freine la reconnaissance et l'indemnisation des arrêts. Alors même qu'il a été révélé que ce sont les patrons et les grosses structures médicales privées qui fraudent, pas les assurés sociaux !

Ces assurés privés de ressources pendant des mois se retrouvent parfois surendettés, voire menacés d'être expulsés de leur logement alors même qu'ils sont malades (souvent en affec-

tion longue durée). Les IJ ne sont pas une aumône, c'est un droit. En priver les familles de travailleurs malades, c'est criminel.

GEL DES AIDES AU LOGEMENT (APL)

Le gouvernement a décidé d'un nouveau gel des aides au logement dans son budget 2027. Avec l'inflation actuelle, cela équivaut tout simplement à une baisse. Les aides au logement sont indispensables pour les ménages populaires, dont une grosse partie du budget part dans le logement. Sans ces aides, selon l'Insee, les 25 % de foyers les plus modestes y consacraient 39 % de leurs revenus, entre les loyers ou remboursements de crédits immobiliers, les dépenses énergétiques ou encore les taxes. Les aides au logement permettent de ramener cette part à 32 % de leur budget, ce qui est déjà énorme. Les plus aisés, eux, n'en ont pas besoin, leur dépense pour le logement représentant moins de 13 % de leur budget.

Dès son arrivée au pouvoir, Macron avait imposé une baisse de cinq euros par mois des APL, avant d'enchaîner les gels, sous-indexation et réforme du calcul. Au final, la baisse cumulée des aides au logement des dix dernières an-

nées grève de 3 % le budget des ménages les plus modestes, s'ajoutant à l'inflation généralisée pour faire baisser leur pouvoir d'achat.

Quant à la taxe d'habitation, impôt peu progressif, sa suppression sur les résidences principales a pu soulager nombre de travailleurs et retraités. Mais les plus pauvres en étaient déjà exonérés, si bien que cela n'a même pas compensé la baisse des aides.

Au final, les inégalités face au logement n'ont fait que s'accroître avec Macron. Le sacrifice des ménages modestes pour se loger a continué de progresser (passé de 31,0 % en 2014 à 32,1 % en 2024), tandis qu'il a diminué pour les plus aisés (de 13,1 % à 12,6 %).

MAURICE SPIRZ

Mediapart rapporte des propos antisémites de Bardella, président d'un parti fondé par d'anciens Waffen-SS



« Laïcs » ou pas, Paris vaut bien une messe

La visite du pape, un moment de communion ? Léon XIV en a profité pour dénoncer l'avortement. S'il a semblé confesser les péchés de l'Église concernant les violences pédophiles depuis Lourdes (à quelques kilomètres de Bétharram), il s'est rétracté aussi sec dans l'avion du retour. Les femmes et les enfants d'abord, mais il en avait aussi contre les droits de tout monde puisqu'il a vilipendé la loi fin de vie.

Cinq candidats à la présidentielle ont assisté à l'une de ses messes, ainsi que le

président et le Premier ministre. Parmi eux, les chantres d'une « laïcité » stricte dont on comprend qu'elle ne s'applique que contre l'islam, dans un but de division raciste. Pas de dénonciation des prières et confessions de rue, ni des abayas géantes des évêques, mais un discours identitaire sur les « racines judéo-chrétiennes » de la France... que les « révélations » sur l'antisémitisme obsessionnel de Bardella ont achevé de discréditer.

RP

Pour Macron aussi, l'ennemi principal est dans son propre pays

Le spectre qui hantait l'interview de Macron du jeudi 24 septembre était celui d'un « mouvement social généralisé » - le mot est revenu pas moins de six fois dans sa bouche durant la soirée. Alors sur quelle ficelle a-t-il tiré pour tenter de l'éviter ? La patrie serait en danger, ciblée par les « ingérences » et « menaces hybrides » russes.

L'ÉPOUVANTAIL RUSSE POUR MASQUER LE BRAQUAGE PATRONAL

Le régime de Poutine pratique certainement l'ingérence pour favoriser les intérêts capitalistes russes en Europe, et pousser les candidats qu'il juge favorables. Mais ses moyens relèvent de l'artisanat face à « l'allié » américain, qui, avec ses Gafam, contrôle les principaux réseaux sociaux, les outils et données numériques utilisés dans presque tous les ministères... et affiche, lui aussi, son soutien à l'extrême droite européenne, dont le RN en France.

Quant aux « menaces hybrides », elles semblent se résumer à des incursions de drones et d'avions de chasse dans les espaces aériens frontaliers ou à des « tests » dont on peine à comprendre la portée tant ces affaires sont entourées de secrets (et de mensonges),

comme l'attentat déjoué de l'aéroport de Leipzig. La « guerre hybride » semble bien plus concrètement menée par les puissances européennes contre la Russie de Poutine. Alors que Zelensky annonçait de manière triomphale avoir touché Moscou par des frappes aériennes dimanche 20 septembre, des entreprises françaises et leurs relais politiques s'empressaient de se vanter de l'indispensable efficacité de leur matériel tricolore pour les mener.

La Russie d'un côté et les puissances européennes, dont la France et l'Allemagne, de l'autre se renvoient la responsabilité de l'aggravation des tensions. Il est clair que la surenchère verbale et guerrière est organisée au moins autant par les puissances européennes que par la Russie. La concurrence impérialiste pour les marchés et les ressources est à

l'œuvre entre un capitalisme russe dopé au militarisme depuis 2022 et des États impérialistes européens soucieux de défendre leur domination sur le continent élargi, domination écornée à la fois par la tentative russe d'invasion de l'Ukraine (une guerre d'agression au bilan humain dramatique, voir page 6) et par les coups de boutoir de l'allié américain. Mais s'y ajoutent des considérations dites « de politique intérieure » dans les deux camps, en réalité de lutte de classe, qui ne sont pas à négliger.

PAS D'UNION SACRÉE AVEC LES EXPLOITEURS !

Le fait que la « menace russe » soit avant tout brandie par Macron contre la classe ouvrière en France et que la guerre soit devenue le seul moyen pour Poutine de se maintenir au pouvoir contre la classe ouvrière en Russie ne signifie pas que le basculement vers une guerre ouverte est impossible. Si une telle escalade devait se produire, la responsabilité ne serait pas à chercher du côté de qui aurait « commencé » : la situation a été rendue si in-

flammable par la logique de la concurrence capitaliste qu'une nouvelle provocation russe ou européenne peut la faire basculer. L'opposition à « notre propre impérialisme », pour reprendre les mots de Karl Liebknecht, révolutionnaire internationaliste opposé à la Première Guerre mondiale, « en collaboration avec le prolétariat des autres pays, dont la lutte est dirigée contre ses propres impérialistes » est, à l'opposé du « campisme », une prolongation de la lutte de classe, y compris sur le terrain de la guerre.

Pour l'heure, Macron est avant tout en guerre contre la classe ouvrière ici. Il s'agit de rendre coup pour coup, jusqu'à reprendre l'offensive sur le seul terrain qui vaille, celui de la lutte de classe. Pour bloquer le prix de l'essence, pour nos salaires en général, pour ne pas subir une nouvelle vague de licenciements, pour ne pas se faire embarquer dans une nouvelle guerre, il faudra un « mouvement social généralisé » qui devra consciemment viser le renversement du capitalisme.

RAPHAËL PRESTON

UNE ÉCOLOGIE VERT-KAKI

Macron connaît son monde, qui avait convié les chefs de partis représentés au Parlement, ou leurs candidats à la présidentielle, à une réunion à huis clos avec les têtes de l'armée et des services secrets.

Tous présents petit doigt sur la couture du pantalon, plus ou moins satisfaits à la sortie. Mais c'est à Marine Tondelier, que revient la médaille, se déclarant chaude partisane, face à la menace russe, de ces « échanges dans des endroits de confidentialité ». C'est elle-même, dit-elle, qui aurait demandé cette réunion, et qui en a profité pour « expliquer aux partis qui sont parfois versatiles sur le sujet que c'est pas possible de faire la 5^e colonne ». Complotiste jusqu'au bout, elle est sûre que l'ennemi est en train de payer des analystes à surveiller les dires des politiciens français « pour savoir si sur le front français c'est en train de s'effriter ». Pour épier Marine Tondelier, ils ne doivent pas les payer bien cher.

Il est vrai que Fabien Roussel n'a pas trop déteint non plus, satisfait que « Tout a été mis sur la table, y compris les provocations de la Russie et les tentatives de déstabiliser le front ici en Union européenne ». Plus prudents, les autres ont préféré à la sortie parler du prix de l'essence.

Loi intégrale : et maintenant ?

L'affaire Lyhanna, du nom de cette enfant violée puis assassinée en mai 2026, a ébranlé l'opinion publique à l'approche de l'été. La découverte de plusieurs plaintes classées sans suite à l'encontre du meurtrier présumé a mis un coup de projecteur sur le manque de prise en considération des victimes de violence par la police et la justice. Le gouvernement Lecornu, pour se dédouaner, mettait alors en cause les magistrats. Gérard Darmanin, quant à lui, a demandé un audit national des plaintes pour violences sur mineurs le 29 juillet. Une mesure destinée à répondre aux mobilisations devant les tribunaux de Paris, Bordeaux, Lyon, et bien d'autres villes.

Les présents (et présentes !) dans ces rassemblements demandaient une « loi intégrale contre les violences sexuelles ». Cette revendication, initiée par des associations comme #NousToutes, a accouché d'un projet de loi dont l'examen a commencé le 21 septembre à l'Assemblée. Si on ne peut que saluer le fait que les associations et les réactions dans la rue aient abouti à contraindre le gouvernement à s'emparer de la question des violences sexuelles, à inscrire dans la loi la prise en charge de la prévention ainsi que des soins pour les victimes (mais pas les victimes adultes, notons-le), on ne peut que pointer les limites d'une telle perspective.

Cette loi dite « intégrale » doit concerner

« l'ensemble de la chaîne de violences, de leur prévention à leur répression ». Pour la prévention, il faudrait des moyens, qui pour l'instant ne sont pas prévus... ou si peu. Les associations chiffrent à 3 milliards le montant de départ qui serait nécessaire pour commencer à mettre en place les mesures décrites dans la loi. Pour le moment, le gouvernement promet une somme plancher de 1,5 milliard dans le budget... L'équivalent de la somme engagée en 2026. Tout en disant qu'il accordera des moyens à la protection de l'enfance, censés compléter le manque. Mais comment croire des macronistes qui ont passé leur temps à faire des coupes franches dans les structures utiles aux plus fragiles, comme le planning familial ?

Et même si ce budget plus ou moins au rabais est voté, comment sera-t-il utilisé ? Il y a fort à parier que les sommes promises se porteront davantage sur le volet répressif de cette loi. La répression est l'unique réponse que l'État prétend apporter aux problèmes qui gâchent la vie d'une partie de la population. Il est en cela aidé par le RN, qui fait de la « fin de la complaisance » son cheval de bataille et qui propose la prison à perpétuité pour les violeurs.

Bien sûr, le fait que la plupart des viols et agressions sexuelles ne soient pas condamnés, ou soient requalifiés en « atteintes sexuelles » juge une société qui reste encore



largement aveugle à ces manifestations abjectes du sexisme. La reconnaissance par la justice des agressions subies est, de plus, le moyen pour certaines victimes de se reconstruire. Cependant, la prison n'empêche pas la récidive, elle est même le creuset de violences... ce qui ne contribue pas à rendre la société moins violente !

Cette loi sera peut-être une avancée sur le plan de la reconnaissance des VSS. Mais il faut se souvenir que les violences sexuelles sont des violences sociales, contre lesquelles on ne lutte pas avec les moyens du système qui les engendre.

MONA NETCHA

DANS L'EURE, LE 3 OCTOBRE, MOBILISATION INTERNATIONALE CONTRE LES CAPITALISTES DE L'AGROCHIMIE

C'est vers l'usine Syngenta, de Saint-Pierre-de-la-Garenne (27), qui fabrique des pesticides (néonicotinoïdes), connus pour leur dangerosité, que convergera une manifestation à caractère international. Celle-ci est appelée, entre autres, par la Confédération paysanne, les Soulèvements de la Terre, de nombreux collectifs de défense des victimes de pesticides (Cancer colère par exemple), mais aussi par l'Union syndicale Solidaires et Sud Chimie. Syngenta est une des nombreuses multinationales de l'agrobusiness, bâtie à l'origine sur de solides et toujours discrets capitaux suisses, longtemps dirigée par un PDG américain qui déclarait allègrement que « l'agriculture biologique était la source de la famine en Afrique » et récemment rachetée par un des plus gros groupes étatiques chinois, Sinochem. Pour les actionnaires de Syngenta, peu importe la couleur du drapeau, ce qui compte c'est la couleur des profits même au détriment de la nature ou de la santé humaine.

Partout dans le monde, Syngenta est connue pour polluer les nappes phréatiques et produire dans les pays pauvres les phytosanitaires qui finissent parfois par être interdits dans l'Union européenne, quitte à les réimporter ensuite illégalement et s'asseoir sur la moindre législation protectrice de l'environnement... mais aussi sur le Code du travail ! Sur les 150 employés du site de l'Eure, plus de la moitié sont en procès avec leur patron qui refuse de leur verser la prime de douche liée à la dangerosité de leur travail. L'agriculteur qui avait accepté dans un premier temps de prêter son terrain pour qu'un marché et une fête paysanne puissent se tenir après la manifestation a dû renoncer face aux pressions des élus locaux, très liés à Lecornu, ancien président du conseil départemental de l'Eure. D'autres terrains ont été trouvés, tant mieux... car la mobilisation s'annonce très suivie. Il est temps d'exproprier ce type d'usines et de reconvertir leur production en produits sanitaires utiles à la population. Rendez-vous samedi 3 octobre à 12 heures à Gaillon, au niveau du rond-point d'Auchan à la croisée de la D316 et de la D6015.

MARIE DAROUEN

La police tue... comme c'est pas permis !

Il y a eu beaucoup de monde dans la rue, dont une majorité de jeunes, dans les manifestations des 19 et 20 septembre contre la proposition de loi qui rendrait *a priori* légitime tout usage de leur arme pour les policiers et les gendarmes. Ce serait désormais aux victimes ou à leur famille de démontrer que les tirs policiers seraient effectués dans l'intention de blesser ou de tuer, et non pour répondre à une menace. Il est déjà très rare que des policiers soient poursuivis en justice, mais cette loi le rendra pratiquement impossible. Une loi dont Jean-Marie Le Pen s'était fait le chantre à son époque : l'extrême droite n'a pas besoin d'être (encore) au pouvoir pour faire appliquer ses projets. Votée rapidement par les députés cet été, cette loi doit désormais être discutée au Sénat... dont la couleur politique majoritaire ne laisse aucun doute sur son accord.

C'est dans la rue maintenant que les choses se jouent pour éviter sa mise en place. Entre 50 000 et 80 000 personnes ont donc battu le pavé pour dénoncer ce « permis de

tuer » alors que le nombre de violences policières ne cesse de croître. En 2025, en France, quarante-neuf personnes sont mortes des suites d'une intervention policière, vingt-deux depuis le début de l'année 2026. Et dans la nuit même du 19 au 20 septembre, à Tours, une patrouille de policiers a percuté en voiture un jeune en moto, lui causant une double fracture aux jambes. Le policier au volant prétexte « un problème de freins », il s'avère que c'est un élu municipal du Rassemblement national dans une commune de la Vienne. Celui-ci est depuis en « arrêt maladie » et seulement placé sous le statut de « témoin assisté »... On a appris récemment que les caméras piétons de la patrouille n'étaient pas activées lors de l'intervention, ce qui est complètement illégal.

Légales ou illégales, la certitude c'est que les violences de la police sont aussi ordinaires que l'exploitation capitaliste dont elle est l'un des garants.

M. D.



Élections régionales en Allemagne : le gouvernement fédéral en plein pétrin

Deux semaines après le succès tonitruant de l'extrême droite aux élections régionales en Saxe-Anhalt, qui est passée à peu d'une majorité absolue, deux nouvelles élections régionales dimanche 20 septembre ont mis le gouvernement fédéral du chancelier Merz en difficulté. Et confirment la montée de l'extrême droite.

À BERLIN, DIE LINKE PARTI POUR GOUVERNER

Aux élections berlinoises, le parti de « gauche radicale », Die Linke, a dépassé les prévisions et finit largement en tête avec près de 26 % des voix, devant les chrétiens-démocrates de la CDU (18 %) et l'extrême droite (16 %). Une progression spectaculaire pour cette gauche, après une campagne axée autour des loyers, de la gestion des déchets et des transports, calquée sur l'exemple de Zohran Mamdani à New York. Du porte-à-porte à caractère social. Le résultat a provoqué une explosion de joie dans les milieux de gauche, et au-delà dans un milieu populaire notamment immigré, soulagé que soit « dégaï » le maire conservateur. Ce dernier avait été l'artisan d'un tour de vis sécuritaire, en particulier concernant la Palestine.

Dans les médias, dès le lendemain du vote du 20 septembre, une campagne de propagande contre Die Linke s'est déchaînée. Antisémite, apologiste du régime stalinien de la RDA, voilà pour les insultes les plus classiques. Mais les médias se sont surtout jetés sur la présence d'un membre d'un clan criminel libanais ainsi que d'un militant du FPLP à la fête électorale pour crier au danger « islam-socialiste ».

La candidate et très probable prochaine maire, Elif Eralp, a montré patte blanche ces

dernières semaines, se distançant des groupes locaux trop actifs dans le mouvement de solidarité à la Palestine et nuançant les modalités et l'extension d'une éventuelle expropriation. Et Die Linke est loin d'être novice en matière de participation gouvernementale à Berlin. Si cette gauche n'a encore jamais occupé directement cette mairie-gouvernement du Land, elle a fait partie de trois gouvernements sur cinq depuis 1990, de manière quasi continue entre 2001 et 2023. Des participations à des exécutifs gouvernementaux avec leur lot de lois dégueulasses et de mesures d'austérité contre les services publics.

MECKLEMBOURG : DÉFAITE HISTORIQUE DES CHRÉTIENS-DÉMOCRATES

Ce même 20 septembre, des élections avaient lieu dans le Mecklembourg-Vorpommern, dans le nord-est du pays. L'extrême droite arrive en tête avec 37 % devant les sociaux-démocrates (35 %). La candidate de ces derniers, sortante, s'est placée comme « la femme contre le bleu [de l'AfD] », et s'est désolidarisée de la politique anti-sociale du gouvernement fédéral auquel pourtant son parti social-démocrate participe. Car les élections ont radicalement sanctionné cette politique, comme l'a montré le coup de tonnerre en fin de soirée : pour la première fois de son histoire, la CDU échoue à passer la barre des

5 % et se trouve éjectée du parlement régional, après s'être effondrée (-8 %).

MOBILISATION DANS LA JEUNESSE EN VUE

Le 25 septembre, une nouvelle date de grève lycéenne contre le service militaire et la militarisation est appelée, la quatrième, qui pourrait mobiliser à nouveau des dizaines de milliers de jeunes à travers le pays. Le lendemain même de l'élection, l'IG Metall appelait de son côté à la grève dans la métallurgie, notamment chez Mercedes, et organisait des rassemblements dans tout le pays devant les usines – 20 000 par exemple devant Merce-

des Sindelfingen (dans la région de Stuttgart) – auxquels plus de 100 000 personnes ont participé. Mais attention, les dirigeants de ce syndicat de la métallurgie viennent de négocier un accord avec Volkswagen, sans consultation des salariés, qui présente comme un succès que 50 000 suppressions de postes « seulement » aient lieu.

Mais la colère couve, et Merz – comme le patronat dont il défend les intérêts – pourrait connaître des difficultés d'une tout autre ampleur qu'un fiasco électoral...

DIMA RÜGER



« OHNE UNS BEWEGT SICH NICHTS » (« SANS NOUS, RIEN NE BOUGE ») : UNE BANDEROLE LORS D'UNE MOBILISATION CONTRE LES COUPES SOCIALES À BERLIN, EN SEPTEMBRE 2026.

Duel de mots creux aux Nations unies



« STOP ARMING ISRAEL » : DES MANIFESTANTS DEMANDENT L'ARRÊT DES LIVRAISONS D'ARMES, LE JOUR OÙ NETANYAHOU S'ADRESSE À L'ONU. NEW YORK, 24 SEPTEMBRE 2026. CRÉDITS : TESSA BURY / WIKIMEDIA COMMONS (CC BY 4.0)

Entre solennité et envolées lyriques, Macron a prononcé le 22 septembre son dernier discours de chef d'État à l'Assemblée générale des Nations unies. Netanyahu a suivi, le 24 septembre, droit dans ses bottes de gendarme à la solde des grandes puissances occidentales.

MACRON : LA NOSTALGIE D'UN IMPÉRIALISTE EN PERTE DE VITESSE

Alors que l'impérialisme français est évidemment déclassé dans la concurrence internationale, son représentant s'est livré à un plaidoyer contre un « nouvel âge de la barbarie » qui remet en cause un prétendu « ordre international » garanti par les Nations unies. Mais, depuis la création de l'ONU, quelle période n'a-t-elle pas été marquée par les guerres, les coups d'État, les crimes de masse ?

Macron a beau jeu de dénoncer les « abus de pouvoir des empires et de quelques-uns », « le retour de l'impérialisme, de l'arrogance, le retour à la force sans règle ni retenue », un « retour de la loi de la jungle »... Et de leur opposer une « société internationale civilisée ». Comme si les guerres menées avec l'accord du Conseil de sécurité de l'ONU, ou les embargos et sanctions imposés par le « droit international », ne consti-

tuaient pas des crimes tout aussi odieux que ceux qui sont menés hors du cadre des Nations unies. Jamais l'ONU n'a empêché que s'exerce la loi du plus fort, notamment celle des États-Unis... ou de la France, pour le maintien de sa domination sur les prés carrés de son ancien empire colonial. Le seul impérialisme que Macron dénonce, c'est celui de la Russie, pour justifier de concentrer davantage de forces militaires en Ukraine.

Et il s'est fendu de quelques phrases pour critiquer la situation à Gaza, « un spectacle qui nous fait honte à tous », pour tout de suite mettre en garde contre un « double standard »... Celui qui permet à Israël de continuer à mener sa politique sans s'exposer aux mêmes sanctions que la Russie ?

NETANYAHOU : LE CYNISME DU GENDARME DE L'IMPÉRIALISME AU MOYEN-ORIENT

Deux jours plus tard, c'était au tour de Netanyahu de s'exprimer, sur un

ton beaucoup plus provocateur, devant une Assemblée générale à moitié vide, avec 77 délégations absentes ou qui ont quitté les lieux au début de son intervention – et auxquelles il a même demandé de se dépêcher de le faire !

Sans rougir, il a osé réaffirmer que l'armée israélienne est « la plus morale au monde », qu'il n'existe pas de génocide à Gaza, mais seulement une « guerre de défense »... Et qu'en Cisjordanie, ce sont les colons qui subissent des attaques « presque tous les jours ». Quant à la guerre contre l'Iran, il a affirmé sans rire : « Si je n'avais pas attaqué [...], nous serions tous morts. »

Dans un discours qui, à cinq semaines des élections israéliennes, s'adressait bien plus à son opinion publique qu'aux autres chefs d'État et de gouvernement, il n'a pas hésité à attaquer de toutes parts les gouvernements ou personnalités qui osent le critiquer, du président turc Erdoğan au maire de New York Mamdani, en passant par le Qatar, le Royaume-Uni et la France.

Preuve s'il en fallait, du peu d'effet des mots de Macron et de ses amis.

JEAN-BAPTISTE PELÉ

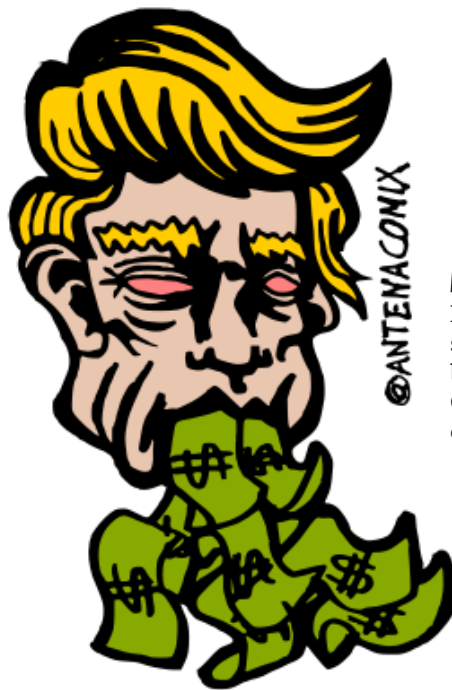
Le Groenland pris en étau

Mardi 22 septembre, le président américain, Donald Trump, et la Première ministre du Danemark, Mette Frederiksen, ont dévoilé un accord à propos du Groenland. Le Danemark accepte de céder aux exigences des États-Unis qui pourront construire deux bases militaires supplémentaires et empêcher leurs rivaux russe et chinois d'y investir à leur guise. Chacun des États peut crier victoire : le Danemark, et derrière lui l'Union européenne, peuvent se féliciter d'avoir évité l'annexion pure et simple, et Trump, beaucoup plus réaliste, d'avoir obtenu « un contrôle permanent ».

Avec le début du dégel dû au réchauffement climatique, cet immense territoire arctique devient un enjeu économique et stratégique important. La route maritime par le nord est en train de se dégager, la pêche devient plus rentable et peut être industrialisée, et les très nombreuses ressources en métaux de toutes sortes dont l'île regorge deviennent exploitables. Et les brigands impérialistes de se déchirer pour la meilleure part du gâteau, qui échoit très logiquement au plus puissant d'entre eux : les États-Unis.

Quant aux 60 000 habitants de la colonie, personne ne leur demande leur avis et ils restent condamnés à végéter dans la misère – mise à part une poignée de notables opportunistes que Trump et consorts se sont mis dans la manche.

MICHEL GRANDRY



L'EMPLOYÉ LE MIEUX PAYÉ DE L'ANNÉE

La fortune personnelle du président américain Donald Trump est passée depuis 2024 et sa réélection de 2,3 à 6,5 milliards de dollars. Ce quasi triplement, alors que l'économie mondiale stagne, s'explique principalement par ses investissements dans les cryptomonnaies. Un domaine boosté par les dérégulations décidées par... Trump Donald. On n'est jamais si bien servi que par soi-même, surtout quand on s'appelle Trump !

Les capitalistes d'outre-Atlantique ne semblent pas s'en offusquer plus que ça. Il est vrai qu'il leur rapporte tellement plus... jusque-là !

MATHIEU PARANT

Législatives en fédération de Russie : une « fraction parlementaire de guerre » à la Douma

Le centre de Kiev et d'autres villes ukrainiennes ont encore été mis à feu et à sang par des drones tueurs russes, les 28 et 29 septembre. C'est le langage de Poutine. Le langage du parti de la guerre qu'il a tenu à conforter par les élections législatives qui ont eu lieu du 18 au 20 septembre en Russie. C'étaient les premières depuis la guerre à grande échelle lancée contre l'Ukraine, en février 2022. Russie unie, les a gagnées, avec près de 60 % des voix (57 % de participation, en légère hausse). Les territoires de l'est de l'Ukraine, occupés et annexés, auraient largement voté pour Poutine. Ce n'est pas de sitôt que sera fait le vrai bilan de cette consultation, de toute façon largement truquée.

C'est Poutine, par le truchement de la Cour suprême, qui choisit quels partis se présentent. Iabloko, un parti libéral opposé à la guerre, a été éliminé, même si certains de ses membres ou sympathisants ont pu risquer une candidature¹. Sont restés en lice les partis pro-guerre (dont le Parti communiste, et quelques autres satellites de Poutine) et tout a aidé à tricher : l'étalement du vote sur trois jours, les votes électroniques incontrôlables, les manifestes bourrages d'urnes. Meduza² a décortiqué les pedigrees des élus : plus d'un sur trois serait lié à la guerre, dont des militaires avec fiers états de service, voire quelques criminels de guerre. Le média parle d'une « fraction parlementaire "Opération spéciale" à la Douma ». Si Poutine vient d'affirmer, en réponse à Macron, que « nous ne nous préparons pas à des combats de quelque sorte que ce soit avec l'Europe », il poursuit sa guerre impérialiste contre l'Ukraine. À laquelle Zelensky riposte dans l'escalade par des frappes ukrainiennes contre des installations pétrolières et des civils en Russie.

BOULEVERSEMENTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX

Depuis un an, la Russie connaît une crise économique grave. Recul drastique de l'industrie automobile, entre autres face à la concurrence chinoise. Recul drastique des industries charbonnière, gazière et pétrolière, du fait des sanctions qui ont coupé les capitalistes russes de leurs marchés européens et mondiaux – les marchés de substitution, dont indien pour le pétrole, ne compensant pas les pertes. Importations d'équipements coûteuses. Et des taux directeurs élevés de la banque centrale qui rendent les crédits très chers. Des difficultés que Poutine n'avait probablement pas anticipées quand il a pensé déboulonner Zelensky par une offensive éclair en février 2022.

Des centaines de milliers de personnes ont quitté la fédération de Russie. Jusqu'à 250 000 soldats sont probablement morts sur les fronts. L'époque où certains parlaient de relance de l'économie par la guerre est révolue. Des salaires ont augmenté un temps

mais l'inflation les a largement rattrapés. Ceux qui acceptent de risquer la mort sur les fronts touchent encore de grosses soldes, mais partout ailleurs, ce sont des baisses de salaire. Un média d'opposition en lien avec des milieux syndicaux, « antijob.media », cite des groupes du secteur automobile, agricole, cimentier, électro métallurgique où la réduction de la semaine de travail a entraîné des chutes salariales. Au moins 250 000 salariés ont été mis au chômage partiel ou technique. Face à quoi, le droit de grève est dans les faits bafoué par les conditions auxquelles il est soumis. Restent des « plaintes », « protestations » et « revendications » transmises aux autorités, qui deviendraient la principale forme de lutte.

Pendant ce temps, quelques grands barons capitalistes russes, d'État ou privés, entre autres Alicher Ousmanov et Mikhaïl Fridman, échappent aux sanctions et restent « chouchoutés » par leurs amis occidentaux. Money, money ! Si quelques groupes français sont « chassés » par Poutine, Total, toujours actionnaire du groupe russe Novatek et de l'usine de liquéfaction de la presqu'île de Yamal, reste préservé. En tout cas, ce n'est pas dans ce petit monde de fauteurs de guerre qu'on crève de faim. Faudra bien que ça se paie un jour.

MICHELLE VERDIER



1. En Russie, sur le modèle de l'Allemagne, les députés de la Douma sont élus à la suite de deux votes : l'un pour un parti (c'est là que Iabloko a été évincé), l'autre nominal pour un individu.

2. meduza.io/en – un média en ligne d'opposants libéraux dans l'émigration

Yémen : encore un terrain de jeu des puissances impérialistes contre les aspirations populaires

Début septembre, les milices Houthis ont organisé une vaste offensive contre le gouvernement yéménite, réussissant à prendre le contrôle de l'ensemble du littoral yéménite de la mer Rouge. En réaction, l'Arabie saoudite, principal soutien du gouvernement, a repris ses bombardements sur le territoire yéménite, auxquels les Houthis ont répondu par de nouvelles frappes contre la capitale saoudienne et des installations pétrolières.

DES VICTIMES CIVILES DE PLUS EN PLUS NOMBREUSES

Cette intensification des combats mène à une nouvelle aggravation des victimes civiles. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU a affirmé qu'au moins 125 civils ont été tués ou blessés depuis début août. Des milliers de personnes franchissent chaque semaine le détroit de Bab-el-Mandeb pour tenter de rejoindre Djibouti et fuir la guerre. Selon l'ONU, le Yémen connaît une des pires crises humanitaires au monde.

LE YÉMEN, CARREFOUR DES GUERRES IMPÉRIALISTES

La guerre civile au Yémen a éclaté en 2014, lorsque les Houthis, une organisation chiite active principalement dans les régions montagneuses du nord-ouest du pays, ont pris le contrôle de la capitale, Sanaa. En mars 2015, l'Arabie saoudite a pris la tête d'une coalition militaire d'une quinzaine de pays, comprenant notamment les Émirats arabes unis et l'Égypte, pour tenter de reprendre le contrôle du pays. Cette coalition a été activement soutenue et financée par les puissances impérialistes occidentales, notamment l'État français qui a fourni des canons Caesar.

Mais ce conflit a pris une nouvelle ampleur en 2023, lorsque les Houthis, se présentant comme des défenseurs du peuple palestinien, ont lancé des missiles contre Israël et attaqué les navires occidentaux franchissant le détroit de Bab-el-Mandeb, voie indispensable au commerce maritime mondial. Les États-Unis et Israël sont alors directement intervenus pour bombarder les Houthis, menant à de nouvelles pertes civiles. Ces bombardements n'ont pas affaibli les Houthis.

LES MOBILISATIONS POPULAIRES SEULES PEUVENT FAIRE CESSER CES GUERRES

Même s'ils s'affichent comme des soutiens du peuple palestinien, les Houthis ne sont en rien une organisation progressiste. En 2014, lors de leur offensive contre Sanaa, ils n'ont pas hésité à s'allier à l'ancien président Ali Abdallah Saleh, chassé du pouvoir en 2012 par les manifestations populaires, après avoir tué plus de 300 personnes dans leur répression.

La population yéménite est la première victime des ingérences impérialistes dans la région. Mais elle ne reste pas inerte. Alors qu'en 2012, elle avait été capable de chasser Ali Abdallah Saleh, au pouvoir depuis 30 ans, l'an dernier, les femmes yéménites ont multiplié les manifestations contre les remises en cause de leurs droits, aussi bien de la part du gouvernement officiel que des Houthis.

AURÉLIEN PERENNA

État espagnol : de quoi Maricarmen est-elle le nom ? Une vague d'indignation profonde

Les images ont fait le tour du monde: un cordon humain d'un demi-millier de femmes et d'hommes refusant physiquement l'expulsion de Maricarmen de chez elle. Une majorité de jeunes qui, dans la nuit du 22 au 23 septembre, ont veillé auprès de cette retraitée de 87 ans. En face un dispositif imposant de fourgons de police anti-émeute qui ont violemment délogé pendant près de sept heures celles et ceux qui refusaient l'exécution de cette quatrième tentative d'expulsion. Après que la police a défoncé la porte de son appartement, Maricarmen a été contrainte de quitter son appartement en fauteuil roulant, puis sur une civière. Depuis la situation politique et sociale a fait un virage à 180 degrés.

Tout le monde a bien compris que si une retraitée de 87 ans, qui paye son loyer et habite dans ce même appartement depuis plus de 70 ans, pouvait être expulsée avec un tel déploiement de violence... plus personne n'était à l'abri. Urbagestión, un des innombrables fonds d'investissement que tout le monde appelle « fonds vautours », a racheté l'immeuble et augmenté directement le loyer de 275 % : de 500 à 2650 euros par mois.

DÉTASTATION DE CET APPÉTIT CAPITALISTE QUI PROFITE D'UNE LÉGISLATION PATRIARCALE DE L'ÉPOQUE FRANQUISTE

Lorsque la famille de Maricarmen s'est installée dans l'appartement en 1956, la loi franquiste interdisait aux femmes mariées d'être titulaires d'un contrat ou d'ouvrir un compte bancaire sans l'autorisation de leur époux. Le bail de « loyer ancien » a été signé au seul nom du père de Maricarmen. Au décès du père, le contrat a été transféré à la mère, puis au décès de celle-ci en 2005, il a été transféré à Maricarmen. La loi espagnole moderne sur les baux urbains de 1994 limite strictement le nombre de transferts d'un bail de loyer ancien. Les avocats de la société immobilière ont attaqué le bail en justice en affirmant que Maricarmen représentait un deuxième

transfert (père-mère-fille), ce qui excédait la limite légale, car son taux de handicap (50 %) était inférieur au seuil requis de 65 % pour obtenir une dérogation. Les avocats et les collectifs de défense du logement ont dénoncé le fait que si la mère de Maricarmen avait pu cosigner le bail en 1956, le transfert à Maricarmen aurait été considéré comme légal, empêchant ainsi son expulsion.

L'ACTION COLLECTIVE PLUS FORTE QUE LES MÉCANOS INSTITUTIONNELS

L'expulsion de Maricarmen a enclenché des manifestations le soir même à Madrid et dans la majorité des villes de l'État espagnol. À Madrid, la manifestation prend pour cible l'appartement penthouse de 485 m² acquis pour environ 6,3 millions d'euros par la communauté de Madrid. La présidente de droite



de la région, Isabel Diaz Ayuso, soupçonnée d'avoir détourné des fonds publics pour en faire une résidence privée, a dû au cours de l'été abandonner l'invraisemblable projet de faire de ce penthouse de luxe des bureaux temporaires pour des réunions institutionnelles de la région. Mais la responsabilité de Pedro Sánchez est aussi pointée : ces manifestations sont durement réprimées par la police du gouvernement « le plus progressiste de tous les temps » (disent certains), un gouvernement qui est beaucoup plus souple face à l'extrême droite dans les manifestations racistes contre les travailleurs marocains qui ont franchi la frontière à Ceuta. Alicia del Rio, porte-parole du syndicat des locataires, déclare au lendemain de l'expulsion de Maricarmen : « Nous n'acceptons plus de vivre sous ces lois qui détruisent nos vies. Ni celles d'Ayuso, ni celles de Sánchez [...] Nous ne sommes pas tristes, nous sommes en colère et nous n'arrêterons pas jusqu'à ce ça change ! » Une manifestation de soutien avait été appelée samedi 26 septembre en fin de journée. Son parcours a ciblé la région, la mairie pour terminer devant le Parlement. Entre 25 000 et 30 000 personnes ont manifesté et écrasé numériquement la manifestation de droite et d'extrême droite appelée le même jour pour « défendre » Ceuta. Face à ce succès,

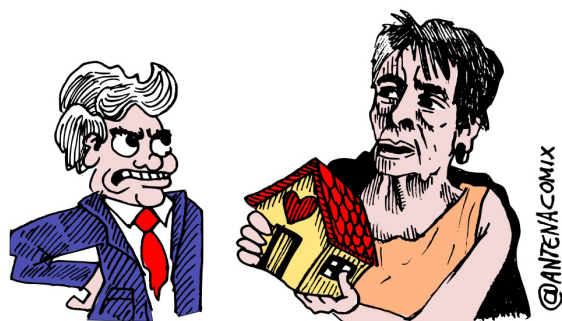
le syndicat des locataires appelle à occuper la place de la Puerta del Sol, 15 ans après le mouvement des Indignés.

L'IMPACT, LORSQU'ON PREND NOS AFFAIRES EN MAIN

C'est la première fois qu'à une échelle de masse s'exprime une critique combative à la gauche du gouvernement Sánchez : Urbagestión a fini par accepter le retour de Maricarmen dans son appartement au loyer préexistant. Le gouvernement s'agit par décrets mardi 29 septembre, sans garantie qu'ils soient adoptés au Parlement vendredi 2 octobre. Il s'agit de moratoires, car ce gouvernement, comme les précédents, refuse d'empiéter sur le droit de propriété capitaliste. Même lorsque celui-ci est concentré entre les mains de ces fonds vautours qui spéculent avec nos vies.

Est-ce que le mouvement sera capable - après avoir gagné une partie de la jeunesse - de s'adresser à la masse des travailleurs et travailleuses ? En tout cas, il affiche la perspective de la grève générale et s'adresse aux syndicats. Mais encore faudra-t-il s'adresser aux entreprises et aux quartiers. Le bras de fer est enclenché et le mouvement s'étend..

GAËL QUIRANTE

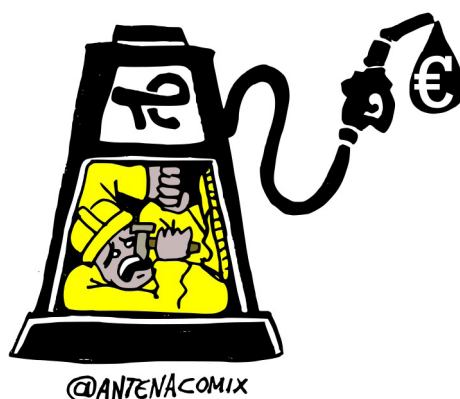


Dossier

LES PRIX AUGMENTENT, LES SALAIRES DOIVENT SUIVRE

Aujourd'hui, face à la flambée du carburant, et à sa suite de nombreux produits de consommation courante, dont de première nécessité pour se déplacer, se nourrir, se loger, en fait vivre et faire vivre des familles, ceux qui nous gouvernent ou aspirent à le faire et sont candidats à la présidentielle, se chicanent entre eux sur les plateaux télé. Chacun d'avancer sa recette, dont il espère glaner des voix. Faudrait que l'État baisse ses taxes ; ou faudrait que l'État bloque les prix ; ou faudrait que Total baisse ses marges. Macron et Lecornu évoquent de prolonger au-delà du 30 septembre, sous une nouvelle forme, la prime de 100 euros dite « grands rouleurs », déjà loin du compte et sous des conditions qui découragent une partie des travailleurs pauvres auxquels elle est destinée ! Et c'est surtout très loin de notre souci immédiat : la différence entre les dépenses incompressibles qui flambent, sans qu'on en voie le bout (jusqu'à trois euros et plus le litre de gazole ?), et ce qui est écrit en bas à droite de la fiche de paye, ou des papiers de pensions et allocations. Et qui ne bouge pas !

Ces deux pages de dossier nous viennent de lieux de travail et témoignent de salaires dramatiquement bas, souvent en dessous du Smic, ou soutenus par des primes qui prétendent compenser une pénibilité du travail et des horaires fous qui ne devraient pas exister. Ou c'est le recours aux heures supplémentaires, aux petits boulots à côté, ou à la « démerde » en attendant. Tout ça pour gagner un salaire qui ne permet que rarement d'échapper à l'endettement voire au surendettement. Car le salaire médian à ce jour en France, celui au-dessous duquel la moitié des travailleurs et travailleuses sont condamnés à vivre, c'est un peu moins de 2200 euros. Le Smic est à 1440 euros, mais l'Observatoire des inégalités évalue à 1,7 million le nombre des travailleurs payés légalement moins que le Smic¹. Avec l'inflation sur les produits alimentaires, les loyers, les loisirs et vacances qu'il serait la moindre des choses de pouvoir se payer, c'est insuffisant. Surtout que les salaires n'augmentent que de façon ridicule, à la tête du client par ristournes individuelles, alors qu'il faudrait au bas mot 400 à 500 euros d'augmentation pour tous et toutes et qu'aucun salaire ni pension ne soit en dessous de 2200 euros. Car dans ce même temps où les travailleurs, dont les jeunes, s'appauvrissent, les patrons s'enrichissent. On nous met toujours sous le nez



l'exemple du petit patron boulanger qui n'a pas le sou. Mais c'est l'arbre pour cacher la forêt. Car le patronat français est riche d'une belle cinquantaine de milliardaires, dont certains à deux voire à trois chiffres, dont les « fortunes professionnelles » se sont précisément faites par l'exploitation du travail des autres. C'est ça le capitalisme. Un système qui ne produit pas des voitures ou du papier chiottes mais qui produit des profits. Sinon on ferme boutique pour aller exploiter ailleurs. Et dans cette liste des milliardaires (sans oublier les simples millionnaires), il y a tous les noms du monde de l'industrie et de la finance. Alors le pognon, il y en a, dans les poches du patronat. Du pognon qui nous a été volé. Qu'on devra à terme récupérer en expropriant les voleurs.

Bien sûr, pas par le petit bulletin de vote qu'on mettra dans une urne un jour d'avril 2027 ; pas non plus par les seules capacités de négociation de syndicalistes. Ou ça se saurait ! Les prix augmentent, les salaires doivent suivre et cela ne peut dépendre que de nos mobilisations, tous et toutes ensemble. Et de notre organisation. Car ceux qui nous parlent d'indexation des salaires sur les prix nous proposent des commissions d'experts pour en décider. Qui pourrait leur faire confiance ? Personne d'autre que nous-mêmes, travailleurs et travailleuses, organisés dans les entreprises et les quartiers, syndiqués et non syndiqués, ne peut traquer les hausses de prix, et imposer l'augmentation correspondante des salaires, ou « échelle mobile des salaires ». Cette augmentation automatique des salaires, suivant la montée des prix des articles de consommation courante, doit être au programme de nos mobilisations à venir.

MICHELLE VERDIER

1. www.inegalites.fr/Qui-peut-etre-payé-moins-que-le-smic

Des salaires déjà rongés par la ha

ATELIERS SNCF DE QUATRE-MARES (ROUEN)

En journée, les collègues ont des salaires qui varient entre 1 600 et 2 000 euros pour les plus anciens, rarement plus sauf pour les référents et autres. En quart, on est plutôt aux alentours de 1 900-2 200 avec des anciens qui arrivent à toucher 2 400 euros avec l'ancienneté et l'expérience dans le secteur. Ça varie aussi en fonction du statut : les anciens statutaires se plaignent d'être moins payés, de 50 à 100 euros parfois à cause des augmentations plus rares. Beaucoup préféreraient travailler en journée pour le rythme mais ne peuvent pas se le permettre, les 260 euros de prime de quart sont nécessaires pour finir le mois.

En nuit, ils touchent tous entre 3 200 et 3 600 euros, et avec des repos en plus. La plupart des collègues qui ne sont pas en nuit trouvent ça mieux que les 2x8, parce que le rythme est stable et que la prime et les repos en plus ça vaut vraiment le coup. Les salaires sont si bas que, quand on parle des risques liés au travail de nuit, pour ces collègues-là, ça vaudrait presque le coup de choper un cancer...

À LA RATP

Ces dernières années, la direction a lâché de maigres augmentations loin du niveau de la hausse des prix, et cette année, elle n'a même plus fait semblant et n'a rien donné du tout. Dans les ateliers, les collègues avec quelques années d'ancienneté se retrouvent au niveau du Smic tellement l'inflation a rongé les salaires

SAINT-GOBAIN PONT-À-MOUSSON (54)

Dans la dernière grande entreprise sidérurgique de Lorraine, la direction a augmenté les salaires de 248 salariés de... 3 centimes à 72 euros par mois et annoncé une prime de 100 euros net. Une prime bien ridicule en comparaison de la flambée des prix ! Quant à l'augmentation, elle n'est qu'une compensation de l'augmentation du Smic : pour les trois premières cotations de la grille des ouvriers, le taux horaire fixé en janvier 2025 était passé en dessous du Smic. Et rien pour les collègues déjà en poste depuis plusieurs années sur une même cotation, et qui dépassent déjà le plancher de la grille.

La direction a du mal à garder en CDI de nouveaux ouvriers. Car ça ne se bouscule pas au portillon pour bosser en 3x8 ou 5x8, à proximité directe de la fonte en fusion, avec des installations et charges immenses en mouvement constant, dans une usine où les accidents souvent graves s'enchaînent (déjà 100 déclarés depuis le 1^{er} janvier) et où la température atteignait plus de 40 °C, machines éteintes, dans les ateliers pendant les dernières canicules (il faut ajouter 10 à 15 °C de plus en production !).

CHEZ DECATHLON, LES SALAIRES, C'EST PAS À FOND LA FORME !

Dans le commerce et la grande distribution, les salaires sont bas. Tu rentres au Smic et, dans la plupart des cas, tu y restes. Parce que les augmentations individuelles sont données au compte-goutte, touchent souvent les mêmes, et qu'il n'y a pas de reconnaissance automatique de l'ancienneté.

Et il y a le turn over. Dans une boîte qui tourne à coups de CDD, un quart des collègues restent moins d'un an et demi dans l'entreprise. La moitié moins de cinq ans.

Et puis il y a surtout les temps partiels. Plus d'un tiers des collègues en CDI sont à ce régime. Il y a des collègues qui ont une autre activité à côté, qui s'occupent de leurs enfants, ou qui ne peuvent pas travailler à temps plein parce qu'ils ont le corps abîmé par le travail, et qui gagnent donc entre 850

à bien trop hausse des prix

et 1000 euros par mois pour des contrats de 20 ou 25 heures.

En juin dernier, il y a eu une augmentation du Smic. Une augmentation que la direction a refusé de reporter sur les salaires situés juste quelques centimes au-dessus, contrairement à ce qu'elle avait pu faire par le passé. Une vraie injustice ressentie très largement dans la boîte. « Ça fait dix ans que je bosse ici, je n'ai jamais eu d'augmentation individuelle. On nous applaudit tous les mois en disant que la boîte fait record sur record, et on nous refuse 30 balles par mois ? »

LA POSTE – PARIS : « “PARTAGE DE LA VALEUR”, MON ŒIL »

Cette année, La Poste a augmenté les salariés d'une dizaine d'euros par mois (0,7 % !) et rien pour les fonctionnaires, elle qui pourtant a fait plus d'un milliard d'euros de bénéfices en 2025. Et les dix plus hauts cadres, dont le salaire caracole à 60 000 euros par mois, se sont augmentés de 20 % !

Cet été, alors que des collègues roulaient dans des camions sans clim par 40 °C, la direction annonçait qu'une prime exceptionnelle dite de « partage de la valeur » (PPV) sera versée à l'automne. 150 euros brut, et encore il ne faut pas être malade, en temps partiel ou faire grève : c'est, comme ils disent, « proratisé ». Des primettes comme celle-là, on a l'habitude à la Poste, une prime dite « d'équipe » s'est réduite à peau de chagrin au fil du temps alors que la plupart d'entre nous sont à peine au-dessus du Smic. À ce train-là, on se retrouve avec des retraites à 1 000 euros.

HEXAFRET (SOTTEVILLE-LÈS-ROUEN)

Niveau conducteur, c'est plutôt 2 300 à 2 500 euros mensuels, pas cher payé par rapport au coût de tout. Spécialité de la profession : on a une prime en fonction des trains qu'on fait (distance-type de train-marchandises), comptée comme du salaire de base bien que fluctuante, de quelque 300 à 700 euros.

Pour les collègues « préparateurs de trains », c'est moins : entre 1 700 et 2 000 euros (en comptant leur prime de réserve, autour de 300 euros).

CHEZ LES PRÉCAIRES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Une AESH de Normandie (Accompagnante des élèves en situation de handicap) travaille 24 heures par semaine dans un collège en éducation prioritaire. Un temps partiel imposé, car les AESH ne peuvent pas travailler au-delà (à l'exception des classes où c'est 31 heures par semaine). Pour un salaire de 900 euros net par mois. Pas facile quand on élève seule une fille collégienne ! Et qu'on dépense pour le carburant chaque mois : entre 100 et 120 euros, sachant que les 24 heures se font en quatre jours par semaine, sauf pendant les vacances scolaires.

Face à la flambée des prix, la démerde en attendant mieux

■ **Aux ateliers SNCF de Quatre-Mares**, pas mal de collègues privilégient le covoiturage, se retrouvent à 4 heures du matin à Barentin, Buchy ou à Tourville pour économiser leurs pleins. Certains collègues parlent de se mettre en arrêt si les prix continuent d'augmenter. Des remarques aussi sur la navette qui dépose les collègues en journée : certains calculent si ça ne vaut pas le coup de venir en train, même si l'on perd la prime de quart de 260 euros.

■ **Dans les hôpitaux de l'AP-HP de Paris**, difficile de trouver un logement près de l'hôpital, vu nos salaires et le montant des loyers ! Du coup beaucoup de collègues se sont rabattus sur les transports en commun. Mais c'est au moins deux heures de plus perdues par jour ! Surtout qu'avec nos horaires, à ces heures-là, soit on est obligés de prendre le bus qui arrive une heure avant l'embauche parce qu'il n'y en a pas d'autre, soit on attend le bus une heure à la sortie. À tel point qu'il est arrivé d'entendre que des collègues avaient dormi sur le parking de l'hôpital : quand tu finis à plus de 21 heures et que tu reprends à 6 h 30, avec un aller-retour qui te coûte 20 euros d'essence, donc 400 euros par mois, sur un salaire net à 1 700 euros, tu y réfléchis à deux fois !

■ **Au CHU de Nantes**, on peut aussi constater que les fins de mois sont difficiles par le nombre de collègues qui prennent des « hublots » : il s'agit de journées ou de nuit en heures supplémentaires sur lesquelles les collègues peuvent postuler. Les hublots sont quasiment toujours pris... Dans les hôpitaux, bien des agents complètent leur salaire en passant par cette plateforme. Mais ce qui pousse beaucoup à le faire, c'est précisément le trop faible niveau des salaires !

■ **À la RATP**, de plus en plus de collègues passent leur pause à chercher des réductions pour les courses sur diverses applications et sites Internet. Certains sortent les outils le weekend pour faire l'entretien des voitures des voisins, histoire de pouvoir payer leur plein pour aller au boulot. Quelques-uns s'inquiètent également des risques de pénurie pour l'essence, en voyant les longues files d'attente devant leur station-service, et se demandent s'ils pourront aller au boulot le lendemain.

■ **À Décathlon**, avec l'inflation, tous les collègues font attention. À tout. À ce qu'ils ne mettent plus dans le cadie. À ce qu'ils vont faire pendant leurs vacances. À quelle pièce ils vont chauffer cet hiver. De plus en plus de collègues renoncent à s'arrêter quand ils sont malades, pour ne pas essuyer le manque à gagner de la carence. Alors, il y en a quelques-uns qui, discrètement, ont modifié leurs habitudes. Qui viennent plus souvent à vélo, parfois de loin. Ou qui se sont mis à prendre le bus, même si ça fait arriver presque une heure à l'avance et rentrer encore plus tard, alors qu'on a déjà une amplitude horaire de 11 heures par jour.

■ **À Hexafret**, certains disent que tous les découchés (nuits qu'il faut passer ailleurs que chez soi du fait des distances) compensent le manque d'argent, mais, pour d'autres, c'est vraiment peu et c'est parfois la galère. Pour beaucoup, il serait plus rentable de ne pas venir travailler pendant quelques jours à cause du prix des carburants, et du coût de la vie en général.

■ **Pour beaucoup de postiers**, les départs en vacances sont un luxe qu'ils ne peuvent pas se payer : le carburant ou se chauffer, il faut choisir. Et c'est souvent un deuxième boulot qui permet de ne pas sombrer dans l'endettement.



« SI MÊME NOUS LES SMICARDS ON N'Y A PAS DROIT ? C'EST VRAIMENT DU FOUTAGE DE GUEULE »

● **Chez Décathlon**, quand le gouvernement a annoncé la prime « gros rouleurs », tout le monde est allé voir s'il y avait droit. 100 euros, ce n'est pas énorme, surtout une seule fois, mais on l'aurait prise ! Les 30 kilomètres par jour, beaucoup les font (et certains beaucoup plus !) pour venir travailler dans ces zones commerciales à l'écart des villes et très mal desservies par les transports en commun. Mais tout le monde a vite déchanté en voyant un plafond de ressources maximum bien en dessous du Smic.

Et puis il y a ceux qui avaient regardé avec beaucoup de méfiance les Gilets jaunes en 2018, en s'identifiant un peu à des petits commerçants menacés par les blocages, mais qui commencent à se dire que les GJ avaient peut-être raison, et qui aimeraient bien qu'une nouvelle étincelle vienne remuer un peu la situation sociale.

● **Au dépôt de bus d'Ivry, le spectre des Gilets jaunes**. Des dizaines de salariés récemment transférés de la RATP vers Keolis sont en pleine discussion en salle de repos. Du monde rassemblé, car tout le monde attend d'avoir enfin un bus disponible pour sortir faire son service de conducteur : un joyeux bazar, mais la direction a une seule obsession : le port du gilet orange ! Du coup les blagues fusent : « Là c'est gilet orange obligatoire, mais bientôt ce sera INTERDICTION du port du gilet ? », « Demain, tu sors de chez toi avec le gilet de la boîte, tu vas te faire arrêter par les flics pour manif ? »

Sur fond d'inflation et de flambée du prix de l'essence, le gilet va-t-il devenir le pire cauchemar de la direction ?

MANIFESTATION DU 29 SEPTEMBRE À PARIS : RÉCHAUFFEMENT DE LA TEMPÉRATURE SOCIALE !



POMPIERS : L'HEURE DES COMPTES A SONNÉ

Place d'Italie, environ 10 000 pompiers venus de toute la France, en tenue, se sont élancés dans une atmosphère électrique au milieu des pétards et des fumigènes. L'été passé et ses méga-feux sont encore dans toutes les têtes. Quatre sapeurs-pompiers sont décédés au travail et des centaines ont été intoxiqués par les feux : la conséquence tragique des risques pris à affronter des flammes de plusieurs dizaines de mètres sans les moyens adéquats.

Dans la manifestation, les pancartes font état d'une colère profonde face à la casse des conditions de travail mise en œuvre par les gouvernements successifs, de droite comme de gauche. Alors que l'intensité et la fréquence des feux ont sensiblement augmenté du fait de l'inaction climatique, les moyens alloués aux pompiers, comme pour le reste des services publics, n'ont fait que baisser ! Comme le fait remarquer un militant syndical : « En 1983, il y avait 21 bombardiers d'eau, aujourd'hui 20. »

Plutôt que d'embaucher, l'État préfère tirer toujours plus sur la corde des sapeurs-pompiers volontaires moins bien payés. Sans compter le manque de reconnaissance des maladies professionnelles particulièrement nombreuses.

UNE MANIFESTATION SOUS LE SIGNE DE LA CONVERGENCE DES LUTTES

Le passage devant la Pitié-Salpêtrière a été l'occasion qu'un cortège d'hospitaliers se joigne à la manifestation. La situation des pompiers envoyés au casse-pipe cet été est exactement celle qu'elles et ils ont vécu à l'hôpital pendant le Covid : du manque de moyens... jusqu'aux félicitations hypocrites des gouvernements devant les caméras, quand bien même ce sont eux les premiers responsables du désastre.

À Bastille, l'ambiance est encore montée d'un cran : les pompiers rejoignent la manifestation de la fonction publique contre le blocage des salaires, partie de République. Une haie d'honneur s'est formée, les cortèges se sont mélangés au

son des « tous ensemble, tous ensemble ». Il y a la rencontre des revendications des uns et des autres, très proches, mais aussi et peut-être surtout le sentiment partagé d'un ras-le-bol général contre une société qui fonctionne à l'envers, où les budgets manquent toujours pour les pompiers, les hostos ou l'éducation, mais jamais pour l'armée et les subventions patronales. Un pays qui est le deuxième du monde à verser le plus de dividendes aux actionnaires... alors que nous sommes de plus en plus nombreux à devoir nous serrer la ceinture face à l'inflation et aux salaires qui ne suivent pas.

LES LYCÉENS S'Y METTENT... COMME UN DÉBUT DE « MOUVEMENT SOCIAL GÉNÉRALISÉ » ?

10 000 pompiers, des cortèges de la fonction publique bien fournis, notamment dans l'éducation, mais aussi des grappes de travailleurs d'autres secteurs : cheminots, RATP, Keolis, Renault, Alstom... De quoi déjà faire une manifestation réussie mais c'est sans compter le facteur le plus explosif de la journée : la présence de milliers de jeunes, dont beaucoup de lycéens, dans la continuité des dizaines de blocus de lycées qui fleurissent depuis la semaine dernière dans les lycées de banlieue contre le manque de moyens et le mépris social. Ils ont pu aujourd'hui compter sur le renfort de leurs professeurs derrière des banderoles de lycées visibles dans toute la manifestation.

Ce mardi, à Paris, flottait dans l'air le début de quelque chose, encore renforcé par les appels au « retour des Gilets jaunes » pour le 17 octobre face à la hausse des prix. Macron s'est senti obligé de débâter lors de sa dernière allocution sur la très mauvaise idée que serait, selon lui, un « mouvement social généralisé » dans la situation actuelle... Une bonne partie des manifestants du jour, dont les lycéens mobilisés qui n'ont pas prévu de s'arrêter en si bon chemin, ne semblent pas du même avis !

FERMETURE DES URGENCES DE LEGUEST : ROMPEZ LES RANGS !

Alors même qu'une partie conséquente de son budget dépend de celui de l'armée, qui ne connaît pas la crise, l'hôpital d'instruction des armées Legouest s'apprête à fermer son service d'urgence à la population civile.

Réunis en bas de l'hôtel de ville avant un conseil municipal ce jeudi 24 septembre, les soignantes, soignants et le personnel hospitalier dénoncent cette fermeture, un terme que la direction de l'hôpital et le maire répugnent à utiliser. Quand certains craignent le mot, les professionnels de la santé s'alarment des conséquences : 10 000 patients de plus par an pour le service d'urgence le plus proche, à Mercy. Saturé et en sous-effectif - ce qui n'a rien d'original -, ce dernier affiche un temps d'attente moyen après l'arrivée de 17 heures.

Cet été, le service de Mercy a pâti de la fermeture temporaire des urgences du site voisin de Briey. Un urgentiste de Mercy rapporte à nos camarades devant la mairie des « choix qui ont dû être faits » quant à l'accueil des patients, mais aussi des altercations entre patients et soignants de plus en plus fréquentes au gré des délais de prise en charge qui s'étendent, d'une tension croissante dans les équipes due à la fatigue... Alors, à quoi s'attendre en cas de fermeture à Legouest ? « Au pire », d'autant que la fermeture du service d'urgence n'est qu'un prélude à la fermeture de tout l'hôpital, voire sa réquisition totale par l'armée.

Une fois le rassemblement levé, une date reste sur toutes les lèvres : le 3 octobre, où une manifestation partira de la place de la République à 14 heures pour exiger la sauvegarde du service des urgences de Legouest et des moyens à la hauteur des besoins.

BENJAMIN PALKA



Hexafret (Sotteville-lès-Rouen) : la galère sur rail

Sur les lignes de fret ferroviaire de Normandie, entre le non-remplacement des collègues qui partent en retraite, les collègues en arrêt et ceux en congés, le personnel commence fortement à manquer. On se retrouve assez vite avec des journées complètement blindées avec du travail non-stop de la prise de service jusqu'à la fin de service et pas tout le temps de temps de pause entre les deux. De toutes façons sur le port de Rouen ou en pleine ligne, il n'existe pas de local de pause digne de ce nom pour souffler !

Mais le trop de travail n'est pas toujours en cause, c'est là le paradoxe. On peut se retrouver à passer une journée de travail sur un seul wagon au lieu de faire plusieurs

trains : les vitesses de certaines voies ont été abaissées pour pallier le manque d'entretien régulier. On ne compte plus le nombre de voies tordues, de vibrations anormales ou de bruits étranges au passage de la locomotive sur certaines portions de rail. Et pourtant, le mot préféré des directions des entreprises ferroviaires c'est « sécurité ». Mais plus on avance, plus on se demande si c'est par souci de sécurité qu'ils le disent ou si c'est pour ne pas avoir à porter la responsabilité des accidents. À chaque incident, c'est une bataille entre les directions pour savoir qui est responsable et qui devra payer. C'est le résultat des logiques capitalistes à la recherche de la moindre petite économie

pour se faire toujours plus d'argent ! Les Charles Puech d'Alissac, Frédéric Delorme ou Jean Castex et tous leurs homologues des entreprises du ferroviaire ont du sang sur les mains.

En attendant, les premiers à subir sont toujours les mêmes, agents de manœuvre ou conducteurs. Ce sont ceux sur le terrain qui font face aux conséquences du manque d'entretien, du manque d'embauche et des augmentations des cadences. Le droit de retrait massif exercé par les conducteurs de Caen le 23 septembre suite à la découverte d'une éclipse fêlée l'a bien illustré.

CORRESPONDANT



Sodexo : non aux licenciements !

Sodexo est le numéro un mondial de la restauration collective. Cette multinationale emploie des centaines de milliers de travailleurs, surtout des travailleuses. Elle a versé à ses actionnaires près de 5,4 milliards d'euros de dividendes en dix ans.

PUISQUE TOUT VA BIEN, LICENCIATIONS !

Mais pour ses 60 ans d'existence en août dernier, Sodexo a annoncé la suppression de 1 097 postes en France. La direction prétend que la concurrence l'oblige à accroître encore les bénéfices, et s'appuie pour ce faire sur les ordonnances Macron de 2017.

L'annonce de ces suppressions d'emplois a suscité colère et indignation. Aux salaires déjà bien trop bas – la plupart des travailleuses touchent encore le Smic après plus de 30 ans de boîte –, aux conditions de travail difficiles, voilà que le patron ajoute la menace du chômage.

UN PREMIER RASSEMBLEMENT POUR RENDRE VISIBLE LA RIPOSTE

Mais les salariés de Sodexo entendent bien ne pas se laisser faire ! Mardi 22 septembre, les grévistes et la fédération CGT commerce et services se sont donné rendez-vous devant le siège social de Sodexo France à Issy-les-Moulineaux (92). Ce premier rassemblement a regroupé près de 300 personnes, dont bon nombre de délégués syndicaux CGT. Étaient présents des travailleurs en grève de Metro, MRS, Elior ou Compass. Les délégués de MRS sont venus nombreux car « on sait que si ça passe ici, ça peut passer partout ». Des délégations de



Sodexo Luxembourg et d'autres entreprises concernées par des licenciements comme Auchan, Monoprix, Carrefour ou Primark sont aussi venues en soutien.

Au rassemblement, Sophie Binet (CGT), Fabien Roussel (PCF) et la France insoumise ont dénoncé des licenciements « boursiers ». Mais quel plan de licenciement ne l'est pas ? Aucune des multinationales qui a taillé dans ses effectifs ces dernières années (Auchan, Stellantis, Renault...) n'est au bord de la faillite. Au contraire, l'argent coule à flot... pour les actionnaires. Ce sont tous les licenciements qu'il faut interdire ! Et s'il y a moins de travail, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la lutte pour le partager entre tous et toutes, en maintenant les salaires de chacun.

TOUS ET TOUTES ENSEMBLE !

Les 8 000 salariés Sodexo de la seule Île-de-France représentent une force considérable face à leur patron. Et si on y ajoute les travailleurs menacés par des plans de licenciements autour d'eux, cette force est décuplée. Rien qu'à Poissy, à quelques kilomètres, ce sont près de 2 000 salariés qui sont touchés par la fermeture annoncée de l'usine Stellantis.

Les grévistes de Sodexo ont déjà prévu de bloquer les différentes cuisines centrales du groupe dans les prochaines semaines. Ils ouvrent une voie pour tous les travailleurs qui veulent défendre leur peau face aux licenciements.

UMA DAUNAI

INFOPRO DIGITAL : UN PREMIER REVERS CONTRE LES LICENCIEMENTS

Un premier revers pour Infopro Digital, la principale boîte de presse spécialisée en France (possédant *La Gazette des communes*, *L'Usine nouvelle*, *Le Moniteur...*), qui tente depuis mai de supprimer 19 postes de journalistes secrétaires de rédaction en CDI, sans compter des CDD jetés dehors. La direction voudrait les remplacer par cinq « chefs d'édition », assistés d'un outil d'intelligence artificielle générative (censés s'occuper de 26 hebdomadaires et mensuels aux thématiques et lectorat bien distincts). Un plan pour maximiser les profits d'une entreprise qui a enregistré plus de 27 % de marge en 2025. Les actionnaires – menés par le fonds Towerbrook – s'engraissent sur le dos d'employés dont les salaires stagnent depuis dix ans.

Le tribunal administratif de Créteil vient de suspendre une partie du plan par un référé. Il reproche à la direction de ne pas fournir certains documents, dont l'évaluation de la surcharge de travail à venir, alors que les heures supplémentaires sont déjà légion dans le groupe. Mais deux jours plus tard, la direction annonce poursuivre la deuxième partie de son projet licencier.

Les journalistes s'étaient déjà mis en grève deux jours dès l'annonce du plan, puis avaient fait tourner une pétition cet été via *La Gazette des communes*, alertant sur la prochaine dégradation de l'information. Pour contrer tous les licenciements, ils devront poursuivre leur bras de fer. D'autres entreprises sont concernées. Les patrons de presse licencient en masse : *Ouest France* annonce supprimer 156 postes, 350 chez Ebra, plus de 200 à Prisma Media... L'IA pourrait servir à nous soulager de nombreuses tâches. Mais il faut l'enlever des mains du patronat qui s'en sert pour augmenter l'exploitation.

CORRESPONDANT

STELLANTIS POISSY (78)

Un salarié amputé, la direction totalement responsable

Au bâtiment de l'emboutissage, lundi 21 septembre, un salarié sous-traitant travaillait au démantèlement d'une presse géante : la L90. Gravement blessé dans la cave par la chute d'un vérin hydraulique de huit tonnes, il a dû être amputé d'une jambe.

Cet accident a choqué les salariés de Stellantis Poissy. On se sent concernés : l'usine va fermer d'ici deux ans, des travaux ont et vont avoir lieu alors que la production continue avec 2 000 salariés. La direction fait tout à l'économie, avant de bazarder son usine. Sur ce chantier, des problèmes d'éclairage et de rangement de la zone lui ont été plusieurs fois signalés. C'était compliqué de s'y déplacer en sécurité. En août, un pont-roulant capable de soulever 40 tonnes a été détruit en soulevant une charge excessive – la direction n'a par la suite pas réuni la commission sécurité.

SOUS-TRAITANCE EN CASCADE

Le chantier de la L90 est sous-traité par Stellantis à une entreprise extérieure. Laquelle fait appel à une autre, qui en embauche une troisième, etc. Le travailleur amputé était salarié de Bagalov, sous-traitant de rang 4. Aujourd'hui, la direction de Stellantis Poissy explique qu'elle ignorait qui exactement travaillait sur son chantier. C'est une histoire à dormir debout. Les entrées et sorties du site sont rigoureusement filtrées. La direction, si douée pour fliquer ses propres salariés, a su fermer les yeux pendant cinq mois sur quels patrons faisaient suer quels ouvriers dans quelles conditions.

LA SEULE PRIORITÉ DE STELLANTIS : SES PROFITS !

Elle n'a pas cherché à éviter la sous-traitance en cascade pourtant bien connue dans ce milieu des entreprises de ferrailleurs. Une cascade qui multiplie les risques pour les ouvriers et les économies pour Stellantis.

Le chantier est sur un site Stellantis, le donneur d'ordre est Stellantis, des audits chantier doivent être faits régulièrement par Stellantis : c'est Stellantis qui est responsable de la sécurité. Cet accident grave aurait pu être évité comme tous les dysfonctionnements précédents. C'est nos vies ou ses profits : nous, on a choisi !

CORRESPONDANT



Chasse aux calots à l'hôpital : combattre le poison de la division raciste

Vendredi 2 octobre s'ouvre le procès de l'AP-HP qui, il y a un an, licenciait Majdouline B., infirmière à Paris, après des mois de pressions pour lui faire retirer le calot chirurgical qu'elle porte au travail. La mettant d'abord en cause au nom d'une prétendue atteinte à la laïcité, l'AP-HP a ensuite changé de justification, lui reprochant un manquement à l'hygiène. Un prétexte grossier, qui dissimule mal le fond raciste de la chasse aux calots. En janvier, le juge des référés avait annulé sa révocation, la jugeant disproportionnée, et condamné l'hôpital à la réintégrer. Au lieu de s'exécuter, l'AP-HP l'a sanctionnée à nouveau : huit mois de suspension sans salaire. L'affaire revient aujourd'hui devant le tribunal, pour être jugée sur le fond. Au-delà du cas de Majdouline, nombreuses sont les soignantes visées par ces pratiques, ce qui en dit long sur le racisme ambiant et sur l'urgence à riposter.

Alors quel que soit le verdict du tribunal, on a déjà le nôtre : instrumentaliser la laïcité à des fins racistes, pour mieux humilier, diviser et affaiblir nos collectifs de travail, pile au moment où l'hôpital public subit une austérité sans précédent, c'est hors de question. S'attaquer à l'une d'entre nous, c'est s'attaquer à nous tous et toutes.

CORRESPONDANTES



UN DEUX POIDS DEUX MESURES, À PEINE VOILÉ

Avec la venue du pape, le contraste ne pouvait être plus parlant. D'un côté, on bloque Paris pour une messe géante à la Concorde et des confessions de rue. L'AP-HP se faisant elle-même prosélyte en organisant la retransmission d'une messe à l'hôpital Corentin Celton, des photos du pape siglées AP-HP annonçant l'événement. De l'autre, on pourchasse des soignantes qui ont le malheur de porter un simple matériel de protection.

Polémiques incessantes sur les « prières de rue », le voile, etc. : le climat est tellement saturé de campagnes racistes qu'on en viendrait à croire qu'il est bel et bien interdit de manifester des convictions religieuses dans l'espace public, au travail, et puis pourquoi pas jusque sous la douche... Alors, pour la venue du pape, les médias se sont fendus d'un rappel à l'ordre : non la laïcité ce n'est pas l'interdiction de la religion dans l'espace public.

Mais tout dépend laquelle. Pour l'islam, ça commence à y ressembler : pour y interdire le voile et donner des prétextes à sanctions, les gouvernements successifs ont étendu la laïcité dans le service public et généralisé les « clauses de neutralité » dans le privé. Et la droite n'a pas attendu les dernières annonces du RN pour proposer des formes d'interdiction du voile dans l'espace public.

NON, UN CALOT N'EST PAS UN SIGNE RELIGIEUX. ET QUAND BIEN MÊME ?

Lorsque des directions d'hôpitaux se permettent de présumer qu'un calot chirurgical est porté pour des raisons religieuses, en se fondant sur l'origine supposée ou le patronyme de soignantes, c'est raciste et discriminatoire. Sanctionner pour ça, c'est un abus de pouvoir patronal. Et généraliser ces pratiques, c'est contribuer à une politique de division raciste et islamophobe.

Et quand bien même des collègues porteraient des signes religieux ? N'y a-t-il pas d'autres urgences ? Le personnel hospitalier travaille jour et nuit, en sous-effectif et dans des conditions toujours plus difficiles. Les agents tiennent à bout de bras un hôpital exsangue, et font malgré tout face collectivement tous les jours dans les services.

TOUTE UNE SECTION SYNDICALE MENACÉE D'EXCLUSION POUR AVOIR TENU BON

Manifestement, la défense des collègues visées par de telles sanctions ne va pas de soi. Pour avoir mené la bagarre, aux côtés de Majdouline B. et d'autres collègues, Blandine Chauvel, co-secrétaire de la section SUD de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière a été exclue, alors même que les militants s'opposant à ce combat étaient eux laissés libres de continuer à propager des idées proches de l'extrême droite. Une décision condamnée par la direction nationale de SUD-Solidaires, qui a invité SUD AP-HP à la reconsidérer, sans effet à ce jour. Cette exclusion visait aussi à affaiblir la partie du syndicat qui s'oppose au cours de conciliation patronale pris par sa direction bureaucratique qui se vautre dans le dialogue social et voit ses permanents faire des aller-retours entre DRH et syndicat, en quête d'une carrière à la direction de l'AP-HP...

Dernière étape de cette purge : début septembre, ce n'est plus une militante mais toute la section de la Pitié-Salpêtrière qui était désormais menacée d'exclusion. La preuve que ce n'était pas le prétexte fallacieux de son engagement politique qui a motivé l'exclusion de Blandine (pauvre Charte d'Amiens, brandie pour « ne pas faire de politique », alors qu'elle prône justement l'expropriation capitaliste et la grève générale) mais bien la question de fond. Bien d'autres syndicats SUD ne s'y trompent pas : ils étaient plusieurs dizaines à voter, la semaine dernière au Conseil fédéral, une motion pour la réintégration de Blandine.

500 bureaux de poste voués à la fermeture : et maintenant on fait quoi ?

Le chiffre a été révélé par Mediapart, et relayé par plusieurs organisations syndicales dont la Fédération SUD-PTT : La Poste a prévu de fermer près de 500 bureaux d'ici la fin 2027. On est passé de 8 144 bureaux de poste en 2018 à 6 624 en 2026, une baisse de 20 %. Des mobilisations locales contre la fermeture de tel ou tel bureau de poste sont fréquentes. Une minorité parvient parfois à empêcher provisoirement la disparition du bureau, avec un rôle important joué par les mairies.

La direction justifie ces fermetures par un seul argument : la « baisse du trafic », autrement dit la baisse de fréquentation dans les bureaux, largement suscitée par la Poste elle-même à travers la réduction des horaires d'ouverture et le renvoi des usagers vers les automates pour les opérations dites non-rentables.

C'est le même discours de la « baisse du trafic courrier » qui vient à l'appui des suppressions d'emplois dans les bureaux eux-mêmes, que ce soit au niveau des facteurs, des guichets, des

centres de tri et de tous les services : 70 000 postes supprimés entre 2014 et 2025.

Du côté des directions syndicales, même stratégie, ou absence de stratégie : quand un coup de colère éclate dans un bureau, on dépose un préavis de grève local. Les seules grèves qui ont réellement empêché des restructurations et des suppressions d'emplois ont été menées à l'échelle d'un département ou d'un territoire, comme dans le 92 ou en Guadeloupe. Et là encore, les reculs de la direction ont été provisoires.

La direction du plus gros groupe du pays pèse de tout son poids pour faire passer chacune des restructurations et chacune des fermetures. Tandis que les postiers et leurs soutiens n'engagent des forces que de manière ponctuelle et désynchronisée.

La bagarre contre les fermetures de bureaux et celle contre les suppressions d'emplois posent la même exigence : il faut une mobilisation nationale, une grève de toutes les postières et tous les postiers appuyée par une large coalition de soutiens, syndicats, partis, associations. Une confrontation avec La Poste et l'État à qui elle appartient.

CORRESPONDANT

La Poste : nouveau procès monté de toutes pièces...

RELAXE POUR THOMAS DE SUD POSTE 92 !

Notre camarade Thomas, représentant de SUD Poste 92 et élu au CSE central de La Poste, affronte un nouveau procès avec des accusations montées de toutes pièces.

Gaël de SUD Poste 92 avait été accusé de vol de portable, accusations démolies par la Cour d'appel en 2024. Christophe de la CGT Poste du Calvados a été accusé de fraude aux tickets de péage, révoqué... puis réintégré quatre ans et demi plus tard. Là encore, les accusations de La Poste s'étaient avérées mensongères.

Thomas est accusé de vol et de recel de courrier. À l'époque des prétendus faits, en 2022-2023, il avait écopé de sept mois de

mise à pied en un an dans des procédures disciplinaires qui ne mentionnaient pas le moindre vol. Plusieurs mois après, La Poste prétend que des vols ont eu lieu sur la tournée du facteur... mais sur des jours où Thomas n'était pas là, ou sur une tournée qui n'était pas la sienne ! Cela n'empêche pas la police d'arrêter Thomas sur son lieu de travail, le menotter devant ses collègues et le mettre en garde à vue pendant 30 heures !

LA POSTE ENCOMBRE LES TRIBUNAUX...

À l'heure actuelle, La Poste monte encore d'un cran dans la répression : d'un côté les procédures pénales en série, non seulement contre Thomas le 7 octobre mais aussi contre Gaël le 20 octobre, en attendant la date d'ap-

pel du procès des cinq postiers du 92, mais également des licenciements et révocations de représentants comme Alexandre secrétaire de la CGT 66 et secrétaire d'un CSE qui représente 10 000 facteurs...

...JUSQU'AU BANC DES ACCUSÉS

La Poste va cependant se retrouver pour une fois sur la défensive : l'inspection du travail et Sud Poste 92 assignent le 2 décembre prochain toute la hiérarchie postale, jusqu'au niveau de la PDG, pour discrimination syndicale. Lors de la grève de 15 mois des postiers du 92 en 2018-2019, un gréviste avait tenté de s'immoler par le feu, car on lui avait refusé au dernier moment un poste qui lui avait été initialement accordé. Ce refus avait eu lieu

sur intervention de la direction en raison de son statut de gréviste et de syndiqué.

Ce procès du 2 décembre va constituer une date de mobilisation contre toutes les formes de répression, à la Poste et ailleurs, dans la continuité de la manifestation du 20 juin menée sous le mot d'ordre « Ils ne nous empêcheront pas de lutter ».

D'ici là, pour exiger la relaxe de Thomas et l'arrêt de la répression : rendez-vous le 7 octobre devant la cour d'appel de Versailles à 12 h 30, 5 rue Carnot.

ED MCBEYNE

LA POSTE PARIS 15 : NON À LA RÉORGANISATION !

Après plusieurs journées de grève en mars, puis une le 25 juin, les postiers du 15^e arrondissement de Paris ont remis le couvert mercredi 23 septembre contre un projet de réorganisation du bureau. Ils étaient 40 sur le piquet de grève devant le centre de distribution dès 6 h 30. Une grève majoritaire et une ambiance combative ! « On perd la majorité des tournées titulaires, personne n'en veut de leur réorg », disait un collègue.

Tous les deux ans environ, La Poste réorganise les centres de distribution du courrier, en rallongeant les tournées. De plus en plus de rues pour un seul postier, des changements de tournée d'un jour sur l'autre, la perte de plusieurs tournées réalisées depuis des années... Autant de changements qui permettent à La Poste de diminuer petit à petit les effectifs. À Paris 15, la direction se casse les dents sur l'opposition à son sale projet depuis janvier.

Durant l'assemblée générale, l'idée de populariser leur grève auprès des autres bureaux de poste a émergé. Parce qu'eux aussi subissent des réorganisations, les facteurs et les factrices auraient tous et toutes intérêt à soutenir les grévistes de Paris 15.

CORRESPONDANT

Contre la fermeture de l'usine : « Ici, c'est pas "Sauvez Willy", c'est sauver William Saurin ! »



Le 8 septembre, la direction du groupe Cofigeo (qui possède notamment les marques Panzani, Zapetti, Garbit, Raynal et Roquelaure) a annoncé la fermeture de l'usine historique de sa filiale William Saurin près de Lagny en Seine-et-Marne.

139 salariés, dont 108 ouvriers, sont menacés d'être mis à la porte, parfois des familles entières. Le jour de l'annonce, la direction avait placé 18 agents de sécurité devant les portes par crainte des réactions. Les ouvriers y ont depuis placé un WC avec l'inscription « PSE de merde ».

UN ABANDON PROGRAMMÉ

L'usine, bâti et machines, a été consciencieusement laissée à l'abandon. La direction refuse d'investir 33 millions d'euros pour la rénover. La pluie tombe dans les bâtiments jusque sur les armoires électriques : « L'eau, elle rentre, mais les odeurs, elles sortent », ironise un salarié. La direction prétend aussi qu'il y aurait une baisse d'activité du site, mais aux salariés elle disait que tout allait bien à peine une semaine plus tôt. « Ce qui me révolte le plus », dit un délégué syndical, « ce sont les mensonges ! » De fait, le chiffre d'affaires de Cofigeo est passé de 130 millions d'euros en 2018 à 330 millions en 2025...

Les salariés ne sont pas en grève mais la chaîne ne tourne pas. « Abandon de poste ? », menace la direction. « Non, tout le monde est à son poste ! », répondent les ouvriers... 180 000 boîtes par jour sortent habituellement des trois lignes de production. Mais depuis le 8 septembre, il n'y en a plus que 2 000 par jour. « Zéro cette semaine ! », rectifie fièrement un ouvrier.

VENDE CHÈREMENT SA PEAU

Les ouvriers de l'usine (où la moyenne d'âge est de plus 50 ans) savent bien qu'il sera très difficile pour eux de retrouver du travail, surtout dans la région. Selon l'un d'eux, s'il y avait des garanties sur l'emploi et les salaires, tout pourrait se discuter, mais personne ne veut de formations bidon et autres aides à l'accompagnement... du chômage.

Les ouvriers de William Saurin se déplacent à des rassemblements de soignants, veulent prendre contact avec d'autres entreprises menacées - il n'en manque pas : Stellantis Poissy, Renault Flins, Sodexo... Et ils comptent se montrer à toutes les manif et rassemblements des prochains mois. Un délégué CGT annonce : « Tu vois dans le Titanic, il y avait des canoës (de sauvetage), d'abord pour les riches, eh ben t'en fais pas que nous les riches on les mettra à l'eau ! »

LÉO BASERLI

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SOUTENEZ LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

OBJECTIF 300 000 €

GRÈVE DES INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES : LA COUR DOIT REFAIRE SES COMPTES !

Dans un rapport publié mi-juillet, la Cour des comptes a pris pour cible le « modèle social » d'EDF, à commencer par le tarif préférentiel de l'électricité (le « tarif agent »). Les travailleurs des industries gazières et électriques (IEG) lui ont répondu par la grève le 15 septembre.

UNE GRÈVE MASSIVE...

Résultat : un taux de grévistes moyen qui dépasse les deux tiers dans l'ensemble des IEG (environ 100 000 grévistes) à l'échelle nationale. Dans les centrales bien sûr, mais aussi dans les centres d'études et bureaux, la grève a pris bien au-delà des milieux syndicaux traditionnels.

Loin d'être un « avantage » au « coût démesuré », le tarif agent est un élément de rémunération. La direction d'EDF ne se prive pas de le mettre en avant pour recruter à des salaires de base souvent inférieurs au reste du secteur privé, et au-dessous du Smic pour les plus faibles.

... ET UNE INTERSYNDICALE PASSIVE

Le jour même, la ministre de l'Énergie a rencontré les syndicats. Bien que le gouvernement ne soit pas à l'aise devant l'ampleur de la grève et des rebonds possibles le 29 septembre ou lors d'appels à remettre son gilet jaune, il n'a offert aucune ga-

rantie aux salariés. Il pourra néanmoins compter sur l'intersyndicale, CGT en tête, qui propose aux grévistes... d'attendre la prochaine réunion avec la ministre le 2 octobre.

ÉLARGIR LA LUTTE

Avec une telle effervescence lors de la grève du 15 septembre, il y aurait pourtant mieux à faire. Bien des travailleurs du secteur ne disposent pas du tarif agent. Revendiquer son élargissement à tous et toutes pourrait nous faire faire un premier pas vers une mobilisation qui dépasse les seules IEG. Ce serait aussi un joli pied de nez à la Cour des comptes, et une bonne façon de poser plus largement la question de tous les revenus : salaires, mais aussi retraites... au moment où, pour le prochain budget, les retraités sont dans la ligne de mire du gouvernement.

CORRESPONDANT



À Berlin, en Allemagne, nos camarades du RSO dans la campagne des régionales



Pendant que de nombreuses organisations d'extrême gauche ont milité pour le succès de Die Linke, en s'y affiliant depuis son renouveau des dernières années, nos camarades du RSO (Organisation socialiste révolutionnaire) ont mené une campagne indépendante, de révolutionnaires, dans la circonscription de Tempelhof-Schöneberg à Berlin. Par leurs collages d'affiches, leurs porte-à-porte, leurs diffusions de tracts à la sortie des métros, des usines et dans les cités populaires, ils se sont adressés directement aux travailleurs et travailleuses de la circonscription, se sont fait le relais de leurs luttes. Constat : les révolutionnaires ne sont pas considérés comme des ovnis dans un milieu populaire frappé de plein fouet par les programmes d'austérité et la rapacité patronale. Ce qui a été visible lors du rassemblement de fin de campagne.

C'était en plein air, dans un parc, de 16 à 19 heures, prises de parole et temps convivial avec boissons, où de nombreuses présentes et présents ont pris la parole. Outre les candidats, plus d'une douzaine d'interventions : une gréviste de l'hôpi-

tal de la Charité, une lycéenne du mouvement contre la militarisation, une mère de famille de l'initiative « parents contre la guerre », « Schulstreik gegen Wehrpflicht » (aussi militante du RSO), un étudiant en physique dénonçant la situation en Palestine. Des camarades trotskistes d'autres courants étaient présents et sont intervenus : de RIO (groupe lié à Révolution permanente en France) ; de la Ligue trotskyste qui a donné un coup de main à notre campagne. Et quelques sympathisants de Die Linke qui ont dit avoir particulièrement apprécié notre campagne. À part ceux-là, quelques dizaines d'autres, dont des jeunes. Ce meeting a été vu comme un point d'appui pour construire un pôle des révolutionnaires.

Une campagne réussie, « Pour un monde sans guerre, ni crises, ni exploitation », à l'issue de laquelle 323 électeurs ont donné leur voix. C'était modeste de ne se présenter que dans une seule circonscription, mais bien engageant pour l'avenir.

DIMA RÜGER

Morts au travail, l'hécatombe

Le 10 septembre dernier, la CGT a publié des chiffres des morts au travail en 2025. L'an dernier, ils sont 783 travailleurs et travailleuses à être partis de chez eux le matin et ne jamais être revenus.

Ce macabre bilan n'est cependant pas exhaustif. Il faut lui ajouter les accidents de trajet - 344 morts en allant ou revenant du travail - et les maladies professionnelles - 204 travailleurs empoisonnés tout au long de leur carrière décédés en 2025. Soit 1 331 décès liés directement au travail. Et encore, ces chiffres ne prennent pas en compte les salariés du régime agricole, du public, les auto-entrepreneurs ou les travailleurs soi-disant « illégaux ».

Ce bilan est celui du patronat et du gouvernement, obnubilés par la chasse aux arrêts de travail et au prétendu « open bar » des arrêts maladie. La loi travail de 2016 a notamment supprimé les CHSCT (Comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail). Puis la réforme de 2017 a supprimé des critères de pénibilité - Macron avait alors déclaré : « Je n'adore pas le mot pénibilité, parce que ça donne le sentiment que le travail serait pénible. » À ces « réformes » s'ajoute la précarité des emplois, car, inexpérimentés ou mal formés dans des environnements dangereux, les travailleurs précaires sont d'autant plus souvent victimes d'accidents.

Le sous-effectif d'organismes comme la médecine du travail ou l'inspection du travail affecte aussi notre sécurité de salariés. Moins la menace d'un contrôle pèse sur les patrons, plus ils se permettent de dégrader les conditions de travail. Et même lorsque la faute inexcusable de l'employeur est reconnue, les amendes restent faibles et non proportionnées à la taille ou au chiffre d'affaires de l'entreprise.

En définitive, pour la santé et la sécurité au travail comme pour le reste, seule l'organisation des travailleurs agit efficacement pour arracher des conditions de travail dignes et sécurisées.

CORRESPONDANT

Wir arbeiten, sie kassieren.
Keine Entlassungen!
Kein Lohn
unter 2.500€ netto!



AZF : 25 ans après, les mémoires restent vives

Le 21 septembre 2001, plusieurs centaines de tonnes de nitrate d'ammonium explosaient à l'usine AZF de Toulouse. La déflagration a ravagé les quartiers avoisinants, blessant 2 500 personnes et en tuant 31, dont 21 ouvriers travaillant sur le site de l'usine. À cela s'ajoutent les nombreuses personnes souffrant de désordres psychiques (dépressions, angoisses, insomnies), mais aussi de problèmes auditifs. Dix-huit mois après l'explosion, quelque quatorze mille personnes étaient toujours sous traitement pour dormir, calmer leurs angoisses ou soigner une dépression. Plus de 30 000 logements ont été détruits ou endommagés, principalement dans les quartiers Papus, Empalot, la Faourette et le Mirail.¹

« PLUS JAMAIS ÇA, NI ICI NI AILLEURS »

Passé la stupeur et l'abattement, vint la volonté de comprendre et la colère. Le collectif « Plus jamais ça, ni ici ni ailleurs » s'est alors formé et a appelé à une manifestation. Dès le 29 septembre, des milliers d'habitants sinistrés, en grande majorité issus des quartiers populaires construits de plus en plus proches de la zone industrielle, manifestaient dans les rues de Toulouse pour demander justice et réparation. Pour tenter de se disculper, la direction de l'usine, aidée par Total, dont l'usine dépend, privilégiait la piste d'un attentat terroriste. En réalité, l'explosion était le résultat de négligences graves de la part de la direction, ce que l'enquête ne parviendra à démontrer qu'en 2006. Des déchets chlorés et des stocks de nitrate d'ammonium avaient été entreposés dans un même bâtiment, deux produits hautement réactifs s'ils sont mélangés... Comme le rappelle Pauline Miranda, présidente de l'association des sinistrés du 21 septembre 2001, dans une interview à *Mediacités* pour les 20 ans de la catastrophe : « Ce sont bien les manquements délibérés dans l'organisation de l'usine, notamment dans la procédure de traitement des déchets industriels du site et la généralisation de la sous-traitance qui sont les causes avérées de l'explosion. »

TOTAL EXEMPTÉ, LES SINISTRÉS SUR LA PAILLE

Après plus de dix ans de procès, le dernier, rendu en 2019, tranche sur la condamnation du directeur de l'usine,

Serge Biechlin. La société Grande Paroisse, filiale de Total dont dépend AZF, est condamnée à 225 000 euros d'amende. Une brouille au regard des dégâts infligés. Le groupe Total, quant à lui, ne sera pas inquiété... alors qu'il était le premier responsable et qu'il aurait dû payer pour les sinistrés et les victimes ! Certains, notamment les plus pauvres, n'ont été relogés que bien tard, et parfois loin de Toulouse. Le maire, Philippe Douste-Blazy avait profité de la crise pour éloigner les pauvres de la ville et briser les liens des collectifs de sinistrés. Patrons de l'entreprise et pouvoirs publics ont tout fait pour empêcher une explosion (sociale cette fois-ci), jouant sur la division entre la population impactée et les salariés de l'usine.

SAUVER LES EMPLOIS OU SAUVER DES VIES ? UNE OPPOSITION CRÉÉE POUR DIVISER

Des salariés ont été pointés du doigt comme responsables par les pouvoirs publics. Du pain béni pour Total et la direction qui, aidée par les directions de certains syndicats, ont fait du chantage à l'emploi pour que l'usine redémarre, opposant défense des emplois avec la revendication légitime des habitants sinistrés de ne pas laisser une usine dangereuse tourner aussi près de leur lieu de vie et sans aucune garantie qu'un tel accident ne se reproduise pas. Au final, l'usine a fermé ses portes en 2002 et 950 salariés d'AZF et de la sous-traitance ont perdu leur emploi. Les reclassements proposés par l'entreprise étaient souvent accompagnés de mutations dans



d'autres villes, ce qui a découragé bon nombre d'accepter. Pour eux, qui avaient vécu de plein fouet la catastrophe, la perte de leur emploi s'est ajoutée au traumatisme. Alors qu'il y aurait eu les moyens de garantir à la fois les emplois et la sécurité des habitants, si Total avait été forcé de mettre la main à la poche.

De plus, l'arrêt de l'usine n'a pas conduit à une remise en question globale des risques industriels pour la population. On retrouve encore aujourd'hui, à 500 mètres de l'ancien site AZF, le site d'ArianeGroup, ancienne SNPE, dans lequel sont fabriqués des carburants pour fusées. Partout, les capitalistes jouent avec des vies humaines. Les explosions pour cause de stock de nitrate d'ammonium se comptent par dizaines, dont la dernière en date a ravagé le port de Beyrouth en août 2020. Tant que les choix de production seront sous leur contrôle, nos vies seront menacées par leur soif de profits.

CORRESPONDANT



1. À lire : le récit de Jean-François Grelier, Un sinistré « sans fenêtre », publié par Les Bons Caractères, qui rassemble des témoignages d'ouvriers et d'habitants sinistrés, qui comme l'auteur – militant de Lutte ouvrière – et avec lui, ont milité de longues années pour tenter de faire reconnaître la responsabilité de Total. Un militant auquel, pour cet engagement, *La Dépêche* rend hommage à sa mort en 2016 : www.ladepeche.fr/article/2016/11/11/2456444-jean-francois-grelier-est-mort.html

PODCAST

MULTINATIONALES, L'HISTOIRE DE CES ENTREPRISES QUI NOUS GOUVERNENT

PODCAST FRANCE INTER, À ÉCOUTER GRATUITEMENT SUR LE SITE INTERNET DE RADIO FRANCE¹

Comment Bernard Arnault est-il devenu l'un des hommes les plus riches du monde en mettant la main sur les plus grandes entreprises françaises du luxe ? D'où vient la firme Monsanto, qui empoisonne les terres et met l'agriculture sous coupe réglée ? Qu'est-ce donc que la fast-fashion à la mode Shein et comment l'entreprise exploite-t-elle des centaines de milliers de travailleurs du textile en Chine ? Quels sont les liens entre TikTok et le pouvoir chinois ? Comment Coca Cola est-il devenu le soda le plus consommé dans le monde ? Vous le saurez en écoutant la très bonne série documentaire en huit épisodes de la journaliste Camille Crosnier, qui raconte l'histoire de certaines des plus grandes entreprises multinationales : LVMH, Uber, TikTok, Monsanto, Total, Shein, Coca-Cola et Amazon. Chaque épisode de quarante-cinq minutes compile archives sonores, entretiens avec des historiens et des sociologues et récits journalistiques de façon vivante et pédagogique. Disséquant la manière dont les propriétaires de ces entreprises sont parvenus à asseoir leur pouvoir économique et politique, le podcast est une très



bonne amorce pour discuter avec des jeunes et des travailleurs, et entre nous tous et toutes, de la façon dont fonctionne le capitalisme. Une écoute agréable et utile !

SACHA CREPINI

1. www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/multinationales-l-histoire-de-ces-entreprises-qui-nous-gouvernent

Élection présidentielle 2027

NPA JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES

@NPAJEUNES_REVO

NI CHAIR À CANONS,
NI CHAIR À PATRONS

SOYONS LA

**GÉNÉRATION
RÉVOLUTION !**

WEEK-END DE FORMATION
**28 & 29
NOVEMBRE** À PARIS

inscris-toi

AVEC UN MEETING
EN PRÉSENCE DE

SELMA LABIB
CANDIDATE À LA PRÉSIDENTIELLE
CONDUCTRICE DE BUS

GAËL QUIRANTE
DIRECTEUR D'ÉDUCATION
SYNDICAT À LA POÛLE

Mobilisation lycéenne : le mouvement s'accélère et tente de s'organiser

En une dizaine de jours à peine, le mouvement de colère dans les lycées s'est étendu de la région parisienne à l'ensemble du territoire. Le ras-le-bol exprimé par les lycéens de Créteil a d'abord germé dans les autres lycées de banlieue parisienne, de Saint-Denis à Sarcelles, en passant par Drancy, jusqu'à connaître une croissance explosive à Paris, Bordeaux, Tours, Besançon, Nice, Strasbourg, Toulouse, Lille, etc., aussi bien dans les lycées généraux, professionnels ou BTS. Lundi 28 septembre, le gouvernement annonçait 180 lycées bloqués, ils étaient plus de 400 le lendemain.

MACRON CRAINT POUR SA « PAIX SOCIALE »

Le gouvernement cherche à tuer le mouvement lycéen dans l'œuf : il envoie ses flics et gendarmes agresser des adolescents à coup de matraques, gaz lacrymogènes et flashballs, jusqu'à défoncer les dents de lycéens de 14 ans à Saint-Ouen-l'Aumône ou à Lille. Des milliers de lycéens découvrent ce que « l'école républicaine » ne leur apprend pas : la police, le bras armé de l'État, est l'outil des classes dominantes pour maintenir le statu quo et l'exploitation capitaliste qui produit une école à deux vitesses à l'image de cette société.

Par leur violence et sa médiatisation, Macron et sa police cherchent à intimider celles et ceux qui souhaiteraient rejoindre la mobilisation, aussi bien du côté des lycéens que du reste de la population, dans l'espoir de conjurer le spectre d'un « mouvement social généralisé ». Ils n'ont pas oublié que la dernière fois que des lycéens de quartiers populaires se sont mobilisés, les Gilets jaunes n'avaient pas tardé. Nous n'avons pas oublié non plus.

Le gouvernement cherche à montrer sa force en interpellant en quelques jours des centaines de lycéens. Mais ici et là, les lycéens réussissent à faire face aux brutes de l'État. À Paul-Éluard (Saint-Denis), profs et AED ont formé une chaîne pour protéger leurs élèves. À Paul-Robert (Les Lilas), les lycéens évitent les interventions policières contre les blocus en organisant un boycott des cours : les portes du lycée sont ouvertes, mais personne ne rentre !

La mobilisation peut prendre mille et une formes, du barage filtrant à l'organisation d'une assemblée générale dans la cour, à des débrayages et manifestations au sein même de l'établissement. Face à la répression, il faut être nombreux et étendre la mobilisation partout. Les lycéens ne doivent pas être seuls devant les grilles de leurs établissements : parents, professeurs, travailleurs, aux côtés de la jeunesse révoltée !

Les grands journaux comme *Le Monde* écrivent que les lycéens « s'emballent » sous l'« effet des réseaux ». Le gouvernement et l'extrême droite prétendent que les lycéens mobilisés seraient « instrumentalisés » par la France insoumise. Comme si les jeunes ne pouvaient pas réfléchir par eux-mêmes. Pourquoi se battent-ils ensemble ? Parce qu'ils ont les mêmes problèmes, la même colère et les mêmes intérêts !



PAS DE RÉPONSE POSSIBLE « LYCÉE PAR LYCÉE »

Que ça soit à Nangis (77) ou à Villiers-le-Bel (93), certains proviseurs tentent de jouer la carte du « dialogue ». Le signal vient d'en haut : sur X, le ministre de l'Éducation appelait à traiter les problèmes « établissement par établissement ». Alors ça promet des réunions, ça tente d'aller chercher les délégués, d'invoquer les Conseils de vie lycéenne (qui n'ont aucun pouvoir de décision, évidemment) ou de convoquer une poignée de « bloqueurs » pour « discuter », car ils sont bien mal à l'aise d'être confrontés à 200 lycéens ! Mais derrière, rien, ou alors de fausses promesses, car ils n'ont de toute façon pas l'argent pour les réaliser.

Il n'y a rien à négocier, et encore moins chacun de son côté : cela vise uniquement à essouffler et diviser le mouvement. Ce ne sont pas avec les proviseurs qu'il faut discuter, mais avec ses camarades de classe, convaincre celles et ceux qui n'ont pas encore rejoint le mouvement. Il faut décider collectivement des modes d'action et des revendications en assemblée générale, trouver comment faire rentrer toujours plus de lycées dans la danse ! C'est le seul moyen d'arracher nos revendications.

LE NOMBRE FAIT LA FORCE, L'ORGANISATION LA DÉCUPLE

Lycée par lycée, des groupes Snap se montent pour organiser les prochains rendez-vous, comme le 1^{er} octobre, sans forcément être liés les uns ou autres. Pourtant, c'est notre nombre et notre organisation qui nous permettra de gagner.

Dans différentes villes, comme à Paris, les manifestations du 29 septembre ont été l'occasion d'échanger entre différents lycées et de former des cortèges communs. À Paris et à Lille, des premières expériences de coordination ont eu lieu : dans chacune de ces deux agglomérations, une cinquantaine de lycéens d'environ 20 établissements se sont réunis et appellent à une nouvelle journée nationale de mobilisation mardi 6 octobre.

Si elle arrive à s'enraciner et à se déployer, la colère lycéenne peut faire tache d'huile et entraîner d'autres secteurs des classes populaires : le gouvernement en a peur, il faut s'y atteler.

LES RAISONS DE LA COLÈRE

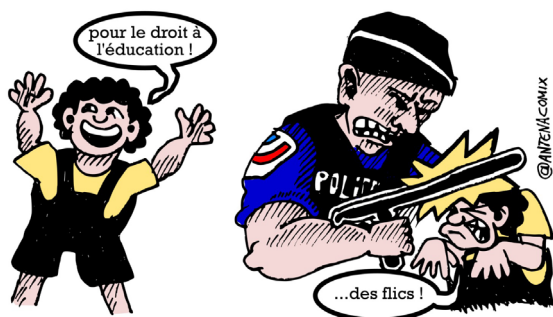
Les lycéens vivent au jour le jour l'écart flagrant entre le mythe de « l'égalité des chances » et la réalité. L'école républicaine est à l'image de la société capitaliste divisée en classes sociales opposées : les riches ont tous les moyens et les pauvres se débrouillent avec les restes.

Quelle violence, quand le gouvernement instaure la sélection sociale avec Parcoursup dès l'entrée à l'université mais que ton établissement n'est pas capable de te fournir un prof de maths ou de français l'année du bac. Quelle violence, quand l'administration préfère investir jusqu'à 600 000 euros dans des caméras de surveillance, mais pas dans du papier-toilette. Les salles de classe prennent l'eau, gèlent en hiver et surchauffent en été, mais la priorité, c'est de mesurer la longueur du tissu sur les lycéennes. Ces choix politiques sont révoltants lorsqu'on voit les budgets de la défense ou les milliards des grands patrons. Le gouvernement et l'extrême droite accusent les lycéens de dégrader leurs établissements, mais ce sont eux qui détruisent notre éducation !

Celles et ceux qui se battent aujourd'hui le font pour leur avenir. Sur les pancartes fleurissent des slogans contre l'extrême droite et le racisme, contre les violences policières et les inégalités de richesse. Cette génération voit le militarisme gagner du terrain, la France soutenir le génocide en Palestine et elle refuse l'avenir que les capitalistes lui tracent comme chair à canons ou chair à patrons.

Elle refuse la discipline stupide, que ça soit l'interdiction des téléphones portables, les « 8 heures-18 heures » ou les pauses de 20 minutes pour manger, qui ne servent qu'à habituer, voire à dresser aux horaires et à la discipline de l'exploitation.

Face à leur société capitaliste et à l'avenir de misère qu'ils nous réservent, amplifions la mobilisation !



SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK : @npajeunes_revo

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES